

l'Anticapitaliste

n°278 | 26 février 2015 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~

9.ORG

CONTRE MACRON

ET LE GOUVERNEMENT

**La censure passera par
NOTRE MOBILISATION**

Dossier

**GPII, les grands projets
inutiles imposés**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Pas d'industrie dans
nos assiettes!**

Page 2

PREMIER PLAN

**Retraites complémentaires:
le «déficit», ce mythe patronal**

Page 3



ACTU INTERNATIONALE

**Grèce: entretien avec Antonis
Davanellos (DEA/Syriza)**

Page 5

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Ilya Boudraïtskis du
Mouvement socialiste de Russie**

Page 12



Par CHRISTINE POUPIN

Pas d'industrie dans nos assiettes!

Le Salon de l'agriculture est chaque année l'occasion des mêmes clichés sur « la plus grande ferme de France », avec ses animaux choyés et ses produits « qualité française ». Cependant une autre image, moins diffusée mais plus conforme à la réalité, vient ternir le tableau, celle du porte-parole de la Confédération paysanne plaqué au sol par le service d'ordre de Hollande. Son crime : avoir dénoncé l'industrialisation de l'agriculture, avec son cortège de pertes d'emplois, de modernisation et d'agrandissement à outrance, de paysans en souffrance, et qui aggrave les crises environnementale et climatique.

C'est bien cette agro-industrie qui est soutenu par le gouvernement, Hollande en tête. La veille de l'inauguration du salon, il s'affichait au côté de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) sur le thème de « l'agriculture et du changement climatique ». Le syndicat majoritaire souhaite « une communication positive » sur l'agriculture. Enfant comme des perles toutes les fausses solutions au réchauffement climatique, ces tenants de l'agriculture industrielle défendent l'entrée de l'agriculture sur le marché du carbone et, sous le patronage de Monsanto et Cie, prônent de « travailler sur la génétique animale comme végétale » (comprendre sur les OGM...) en réponse à l'impact potentiel du changement climatique sur les cultures. Derrière la vitrine de la Porte de Versailles, l'enjeu est colossal. L'agriculture industrielle prétend « nourrir la planète » grâce à sa grande productivité. Un énorme mensonge. À l'échelle mondiale les petits paysans produisent plus de 70 % de la nourriture consommée en n'utilisant qu'un quart des terres cultivées et des ressources en eau, tandis que l'agriculture industrielle ne produit qu'un quart de la nourriture en immobilisant les trois quarts des ressources... Le système alimentaire industriel contribue pour près de 50 % du total des émissions de gaz à effet de serre. Pour produire une nourriture abondante et de bonne qualité tout en préservant le climat, il est urgent de sortir de l'agro-industrie et de favoriser une agriculture paysanne.

À la Une

Contre Macron et le gouvernement, la censure passera par notre mobilisation

Après Mitterrand et Jospin, les dirigeants du Parti socialiste se sont donc une nouvelle fois lamentablement dédités de leur grandiloquentes déclarations sur la V^e République, décriée hier ou avant-hier comme « coup d'État permanent » et autres formulations ronflantes pour fin de congrès socialiste, à l'usage d'électeurEs pris pour des gogos...

Ainsi l'utilisation du 49-3 a permis à Hollande, Valls et Macron, de passer par-dessus les hésitations philosophiques et calculs politiques des opposantEs de pacotille que constituent les « Frondeurs », et autres politiciens écologistes et députés du Front de gauche, qui continuent à se définir comme force de construction et non clairement d'opposition...

Parlementaires, médias et pseudo-opposants ont donc réussi à polariser l'enjeu de la loi Macron autour des questions du travail du dimanche et du soir, laissant dans l'ombre les questions frappant l'ensemble des salariéEs, des éléments essentiels du droit du travail. Mais, surtout, les seuls dont le gouvernement a bien voulu prendre en compte – partiellement – les revendications auront été les notaires, huissiers et autres amis supposés d'un pouvoir en recherche de base sociale.

Fatalisme et attentisme

Ce qui reste frappant, c'est la discrétion des mobilisations au moment des débats et votes autour des attaques concordantes contre les droits des salariéEs. Recul des obligations patronales et affaiblissement des droits des salariéEs dans le cadre des PSE, attaques contre les prud'hommes, dépenalisation du droit du travail, représentent un ensemble de reculs qui vont rendre encore plus difficile la défense des droits des salariéEs. La journée de mobilisation du 26 janvier, portée pendant longtemps par la seule intersyndicale du commerce parisien, avec le



tardif ralliement de structures CGT, Solidaires, FSU et FO, a montré les limites d'une riposte qui reste à construire. La polarisation médiatique sur le travail du dimanche et de nuit ou les professions réglementées n'est pas seule en cause dans ces difficultés de mobilisation. Les salariéEs ne se sentent qu'indirectement concernéEs par des attaques qui visent les institutions représentatives du personnel, les juges prud'homaux ou les conditions de recours juridiques individuels. L'efficacité des protections mises en cause paraît de moins en moins évidente au fil des PSE, fermetures

de sites, liquidations d'emplois qui rythment et façonnent le paysage social depuis des années. Les échecs récurrents des mobilisations sur les retraites rendent attentistes les salariéEs face à ces attaques globales. Ces doutes et interrogations font d'ailleurs également partie des explications à la crise ou plutôt aux crises traversées par la CGT, crises que l'on ne saurait réduire à la personnalité de Lepaon, ni même seulement aux questions de transparence ou de démocratie. Il s'agit aussi et surtout d'une crise d'orientation politique, de positionnement par rapport au gouvernement, de

mode de construction des mobilisations. Alors que la CFDT, la CFTC et la CGC s'alignent complètement sur les politiques patronales et gouvernementales, Solidaires et la FSU justifient leur discrétion par le bilan des dernières grandes mobilisations.

S'appuyer sur les mobilisations

Les grèves à Leroy-Somer, Sanofi, au Bon Marché et bien d'autres, le développement significatif de luttes sur les salaires autour des Négociations annuelles obligatoires (NAO) – même avec des objectifs souvent limités (maintien de l'intéressement, de primes diverses, augmentations salariales de faible ampleur...) – montrent pourtant une disponibilité et une volonté de lutte autour d'objectifs qui paraissent atteignables. À la SNCM, chez MetalTemple, les coups de colère contre les fermetures de sites et plans de licenciements envoient des signaux semblables. Les questions posées par la loi Macron, les projets gouvernementaux sur la démocratie sociale et les seuils sociaux, les retraites complémentaires ou la loi dite Touraine sur la santé sont d'une autre dimension. Si la date du jeudi 9 avril initiée par la CGT peut fournir un relais de dimension nationale, les offensives patronale et gouvernementale imposent la construction de mobilisation dans la durée, s'appuyant sur des grèves. C'est donc dès maintenant que partout, en relayant les luttes existantes, doit être affirmée la nécessité d'une riposte d'une tout autre ampleur.

Robert Pelletier

GRÈCE

Capitulation devant les institutions européennes

Lundi 23 février dans la nuit, le gouvernement grec a transmis à Bruxelles la liste des réformes qu'il envisage dans le cadre de l'accord qu'il a accepté vendredi dernier. Le recul est total par rapport au programme électoral de Syriza.

Cette liste a été acceptée par l'Eurogroupe (réunion des ministres des finances de la zone euro) mardi après-midi, ce qui n'est pas étonnant car elle avait été élaborée en liaison étroite avec ce que l'on appelle désormais les « institutions » (FMI, Banque centrale européenne – BCE, Commission de Bruxelles). C'est le nouveau nom de la troïka : une concession verbale

au gouvernement grec mais qui ne change pas grand-chose sur le fond. Alexis Tsipras avait proclamé son refus du programme négocié par le précédent gouvernement dirigé par la droite mais vendredi dernier, il a plié : la Grèce a accepté de s'inscrire dans le cadre général de ce programme en échange de la poursuite de l'« aide » européenne durant quatre mois. Le contrôle des « institutions » est

réaffirmé. Durant cette période, la Grèce s'engage à continuer à rembourser dans les délais les sommes dues au titre de la dette et à ne prendre aucune mesure unilatérale qui aurait un impact budgétaire négatif...

Des mesures sociales au rabais

Parmi les mesures annoncées ce lundi, la lutte contre l'évasion fiscale et la corruption et une réorganisation

de la fonction publique. Et surtout Athènes assure qu'elle ne reviendra pas sur les privatisations déjà lancées et que des nouvelles sont possibles. Les banques seront gérées selon les règles commerciales. L'augmentation du salaire minimum est repoussée et sera décidée en consultation avec les partenaires européens. Le dernier volet du programme est constitué de mesures sociales d'urgence pas vraiment précisées mais qui ne devront pas peser sur l'équilibre budgétaire. Il ne faut pas croire que la question grecque est réglée. De nouvelles négociations vont s'engager, avec des rebondissements toujours possibles. D'autant que les dernières décisions de Tsipras ont provoqué des remous importants. Certaines composantes de Syriza ont pris fermement position contre l'accord avec Bruxelles. C'est le cas de DEA, la Gauche ouvrière internationaliste (voir l'interview d'Antonis Davanellos en page 5). C'est

BIEN DIT

À partir de ce jour, nous n'accepterons ni les invitations professionnelles venant d'Israël ni les financements des organisations liées à son gouvernement, et ce, jusqu'à ce que le pays respecte les lois internationales et les principes universels des droits de l'homme. (...) Comme le rappelle l'ONG israélienne B'Tselem, "2014 a été l'une des années les plus cruelles et meurtrières dans l'histoire de l'occupation". La catastrophe palestinienne continue.

BRIAN ENO, MIKE LEIGH, KEN LOACH et 600 autres artistes britanniques s'inscrivant dans le cadre de la campagne BDS, par une lettre ouverte relayée par le Guardian mi-février

Un monde à changer

SECRET SUR LES HLM. La bourgeoisie avait déjà le secret bancaire et le secret des affaires. Il y a maintenant le secret sur l'application de la loi... Le bilan de la loi SRU (loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain), qui prévoit les objectifs de construction de HLM, aurait déjà dû être publié à l'automne dernier. Un bilan provisoire vient enfin d'être publié mercredi 19 février... mais sans la liste exacte des communes ne respectant pas la loi, liste que la ministre refuse pour l'instant de communiquer. La cible avait été fixée à 25% dans les communes de plus de 3500 habitantEs (1500 en Île-de-France) comprises dans une agglomération de plus de 50000 habitantEs. Dans le détail, les premières données – incomplètes – montrent que sur les 1022 communes auxquelles ont été fixés des objectifs de HLM, 330 sont en retard. Parmi elles, 215 communes ont été soumises à une « déclaration de carence » par le préfet, et vont devoir payer des pénalités variables en fonction des résultats accomplis : la loi laisse,

en effet, aux préfets la possibilité d'adoucir la sanction... Certes, il y a quelques progrès, notamment dans certaines grandes villes, mais en Île-de-France, la situation de carence concerne 80 communes. Ainsi, Saint-Maur-des-Fossés (94) n'a toujours pas dépassé 7% de logements sociaux... Les plus fortes carences se trouvent dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur : 57,8% des villes concernées sont hors la loi ! Une situation d'autant plus choquante au vu de la situation à Marseille : les difficultés à accéder à un logement social y sont accrues car il est impossible aux familles qui le souhaiteraient de trouver ailleurs un logement accessible dans la région. De plus, demande, dans *le Parisien* du 5 février dernier, Mohamed Bensaada, militant du Collectif des quartiers populaires de Marseille : « Est-ce que la loi SRU va être appliquée partout ? À Marseille, nous avons 20% de logements sociaux, mais concentrés dans trois arrondissements sur seize »...

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

Le « déficit », ce mythe patronal

Les négociations concernant les retraites complémentaires du privé ont commencé le mardi 17 février. L'âge de départ à la retraite et le niveau des pensions sont à nouveau menacés. Pourtant l'égalité hommes-femmes et les 32 heures, avec embauches et sans perte de salaire, assureraient la pérennité et l'amélioration de tous les régimes de retraite.

« **S** rien n'est fait, les caisses de l'Arcco (complémentaire de l'ensemble des salariés du privé) pourraient être à sec en 2025, et celles de l'Agirc (pour les cadres) dès 2018 », écrit *le Monde*. Du jour au lendemain, les caisses de retraites complémentaires ne toucheraient plus aucun centime, plus aucune cotisation sociale ne serait versée ! Invoquer le déficit est absurde : l'ensemble de la population active ne peut pas se retrouver au chômage, et parmi ceux qui débâtèrent sur le sujet se trouvent les « partenaires sociaux » majoritaires dans les instances qui décident à la fois des dépenses et des recettes...

Le Medef attaque

Dans tous les médias, des cris d'orfraies annoncent ce « trou », prétexte habituel aux attaques. Le Medef veut augmenter les cotisations salariales, poursuivre



Les retraités dans la rue le 30 septembre dernier à Paris. PHOTO THÉRIÈRE ROUGE / MLO

la désindexation des pensions, prendre des mesures pour réduire les pensions de réversion. Il envisage de repousser le paiement des retraites complémentaires de 62 à 64 ans, y compris lorsque l'on bénéficie de tous ses trimestres à 62 ans ! L'âge de la retraite à taux plein, c'est-à-dire sans décote, passerait de 67 à 69 ans. Le Medef propose aussi la fusion de l'Agirc et de l'Arcco « pour faire

durer les réserves jusqu'en 2023 ». L'Agirc verse la moitié des pensions des cadres et compense ainsi le faible montant de leurs retraites de sécurité sociale limité à un plafond (1585 euros par mois pour 2015). Sa disparition pourrait avoir pour conséquence une baisse importante du niveau global de leurs pensions. Une véritable incitation à souscrire à des retraites par capitalisation.

Et comme par hasard, la veille de l'ouverture des négociations, Pierre Gattaz proposait des fonds de pension comme solution aux difficultés financières des retraites, un assureur, le président de Generali France, étant désigné comme chef de file de la délégation du Medef.

Appliquer la loi et réduire le temps de travail...

Bénéficiaire de bonnes retraites par répartition ne pose aucun problème. Depuis la création des complémentaires, les recettes pour financer leurs besoins de trésorerie ont été multipliées par trois. Mais elles pourraient devenir insuffisantes ces prochaines années en raison du chômage et de la stagnation des salaires. Une étude¹ de la direction technique de l'Arcco et de l'Agirc propose une solution pour augmenter la part des salaires qui doit être versée aux régimes de retraite sous forme de cotisations sociales : l'application de la loi du 4 août 2015 sur « l'égalité réelle entre les hommes et les femmes » qui permettrait à ces régimes d'être largement excédentaires. Une autre mesure, la réduction du temps de travail à 32 heures, avec embauches compensatrices et sans perte de salaire, permettrait une augmentation du niveau des pensions (Sécu et complémentaires) et le retour aux 60 ans.

S. Bernard

1 – Étude N°DT 2014-18



Tsipras et Junker en plein accord. DR

aussi le cas de Manolis Glezos, héros de la résistance grecque et député européen. Sur un ton plus modéré, Costas Lapavistas, économiste et député de Syriza, ainsi que Panayiotis Lafazanis, ministre du Redressement productif et chef de file du plus

important courant de la gauche de Syriza (le « Courant de gauche ») ont exprimé des réserves. Manolis Glezos a lancé un appel aux militants de Syriza : « Avant toute chose, par le biais d'assemblées extraordinaires, dans toutes les organisations, quel

qu'en soit le niveau, les membres et les amis de Syriza doivent décider s'ils acceptent cette situation. »

Se mobiliser contre l'accord

Il faut effectivement que les militants de Syriza s'emparent directement de la situation. S'ils ne le font pas, Tsipras continuera à décider seul avec ses conseillers en contournant les instances du parti. Il importe aussi que les forces en dehors de Syriza se mobilisent, comme l'a déjà fait Antarsya, alors que le KKE et sa fraction syndicale PAME semblent décider à camper sur une position sectaire et passive.

Un des moments de vérité sera le débat parlementaire autour des mesures. S'il n'y a pas une large mobilisation populaire contre l'accord et les reculs incessants de Tsipras, il n'est pas du tout sûr que les députés de la gauche de Syriza refusent au final de s'allier sur Tsipras, comme

ils l'ont fait lors de l'élection du président grec, à l'exception de l'unique députée de DEA.

Hollande a eu le front de qualifier samedi l'accord de « bon compromis ». Deux hypothèses de Tsipras se sont effondrées. La première est qu'il pourrait bénéficier d'une forme de neutralité de l'Union européenne et de la BCE qui lui donneraient du temps pour négocier : la BCE, par ses décisions du 5 février dernier, a montré qu'aucune bienveillance ne serait accordée. La deuxième hypothèse de Tsipras était qu'il pourrait jouer les « bons » (la France et l'Italie) contre le « méchant » (l'Allemagne) : les sociaux-libéraux ont finalement démontré leur soumission totale aux intérêts capitalistes.

Il appartient désormais aux forces qui refusent ces diktats de se mobiliser en toute clarté, contre l'UE et leur propre gouvernement, en solidarité avec le peuple grec.

Henri Wilno

Le chiffre

4 millions + 4,2 millions = 1 PDG ?

Le nouveau patron de Sanofi, Olivier Brandicourt, va percevoir 2 millions d'euros à sa prise de fonction en avril et 2 millions supplémentaires en janvier 2016, soit 4 millions de « bonus de bienvenue ». Sa rémunération sera composée d'une part fixe annuelle brute de 1,2 million d'euros et d'une « part variable cible », soit entre 3 et 4,2 millions d'euros. Sans parler des 220 000 options de souscription d'actions par an et des 45 000 actions de performance...



Agenda

Samedi 28 février, marche solidaire des peuples, Paris. Dans le cadre de la semaine anticoloniale et antiraciste, à 14 h à Barbès.

Samedi 28 février, rencontres de La Brèche, Paris. À partir de 17 h, Michael Löwy et le collectif Smolny, éditeur, présenteront les *Œuvres complètes* de Rosa Luxemburg.

Mardi 3 mars, réunion de la Société Louise-Michel, Paris. « La débâcle annoncée du Parti socialiste », avec Laurent Mauduit, cofondateur de *Mediapart*, à 19 h au Lieu-dit, 6 rue Sorbier, Paris 20^e.

Vendredi 13 mars, rencontres de La Brèche, Paris. À partir de 18 h, présentation par les auteurs du livre *Israël-Palestine, le conflit dans les manuels scolaires*.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

[Le conseil d'administration] va chercher un des plus grands talents au monde dans ce secteur-là. Je crois qu'on devrait plutôt leur dire bravo, vous avez réussi à convaincre ce capitaine d'industrie de revenir chez nous.

L'ex-présidente du Medef LAURENCE PARISOT sur l'antenne d'Europe 1 mardi 24 février, à propos des millions donnés à Olivier Brandicourt, le nouveau PDG de Sanofi, en cadeau de bienvenue...

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

AFFAIRES

Vente d'Adidas : la mise au Tapie ?



Tapie au tapis. DR

Le feuilleton judiciaire Tapie n'en finit plus. Dernier rebondissement en date, l'arrêt de la cour d'appel de Paris rendu le 17 février.

Cet arrêt a décidé de réviser l'arbitrage qui avait alloué à Tapie la modique somme de 403 millions d'euros d'indemnités, dont 45 millions d'euros au titre du préjudice moral... Il faut savoir qu'à l'époque, les indemnités pour préjudice moral échappaient à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux. Rappelons également que c'est un tribunal arbitral mis en place par Lagarde, c'est-à-dire la justice privée, qui a permis le versement de ces 403 millions et que les principaux protagonistes – à l'exception de Christine Lagarde – sont aujourd'hui mis en examen pour escroquerie en bande organisée. Le fond de l'affaire – Tapie a-t-il été lésé ou pas par le Crédit Lyonnais – sera lui étudié le 29 septembre prochain. En attendant, fidèle à lui-même, Tapie en fait des kilos : « On veut ma peau, il faut que je crève, c'est ça ? » Il faut dire que la décision de la cour d'appel risque en effet de l'obliger à rendre les fameux 403 millions d'euros perçus. Mais rassurons-nous, l'indécrottable affairiste n'est pas encore sur la paille...

Une escroquerie d'État

Depuis vingt ans, cette affaire donne un tableau éloquent des liens très étroits entre la finance, le pouvoir et ceux qui le servent. Année après année, de rebondissement en rebondissement, on voit la série des complicités et acteurs compromis dans cette escroquerie d'État où se mêlent l'avidité sans borne de Tapie et la complaisance affichée du pouvoir à l'égard des plus aisés et des fraudeurs. La réalité des relations étroites entre la classe politique et le monde de la finance rattrape donc la vie politique.

La V^e République et la « République exemplaire » tant vantée par les uns et les autres sont bel et bien incompatibles. Dans ce système, la V^e République confisque le pouvoir de tous au profit de quelques-uns. Le capital y fait la loi, en bonne entente avec les politiciens qui appliquent docilement ses recommandations...

Imposer le contrôle de la population

Bien que les exemples ne manquent déjà pas, l'affaire Tapie est un révélateur des mœurs des sommets de l'État et de la finance, de ce monde de privilégiés auquel tout est permis. Ceux-là mêmes qui nous imposent leur politique d'austérité. Alors, même si les membres du gouvernement, Sapin en tête, se satisfont de l'arrêt de réarbitrage, le quinquennat de Hollande sera aussi celui de la faillite d'une de ses nombreuses promesses, celle de la « moralisation » de la République et au-delà de la vie politique.

Même si cet arrêt judiciaire va dans le bon sens, s'en satisfaire ne changera rien. La transparence sur la marche des affaires et de l'État comme des entreprises ne pourra venir que d'en bas, de l'organisation et de la mobilisation des salariéEs, des usagerEs, de l'ensemble de la population pour faire de la politique : dire leur mot, défendre leur propres intérêts.

Sandra Demarcq

Si le vote de la motion de censure déposée par l'UMP et l'UDI a permis au gouvernement de retrouver un instant sa majorité, « le tournant du 49-3 », pour reprendre la formule des Échos, est « un moment de crise aiguë entre l'exécutif et sa majorité ».

« Le tournant du 49-3 »

Crise aiguë, échec cuisant, oui, mais Valls et Macron ont affronté avec une telle hargne, une telle arrogance cette dite majorité qualifiée « d'infantile » qu'il semble qu'à défaut de la soumettre, ils ont voulu montrer qu'ils étaient prêts à s'en passer, quitte à mettre aussi en danger le Parti socialiste.

« Rien n'arrêtera le mouvement de la réforme », « L'autorité, c'est assumer ses responsabilités quand l'intérêt supérieur de la Nation l'exige », a martelé Valls en réponse à la motion de censure et aux « Frondeurs », pourtant bien gentiment revenus dans les rangs derrière leur chef mécontent. Dans les rangs, oui, inconséquents et impuissants, oui, mais obligés pour la suite de construire leur propre cohérence, alors que s'annonce la déroute des élections départementales et le congrès du PS.

Pour Valls, c'est-à-dire pour Hollande, le choix est fait pour 2017, leur objectif essentiel ! Hollande ne sera pas le candidat du PS, il sera celui du mouvement de la réforme, rempart contre le Front national qui, une fois encore est le grand gagnant de cette farce parlementaire. Hollande se rêve en candidat Bonaparte porté par « l'esprit du 11 janvier ». Le plus probable est que son rêve prenne le visage d'un Bonaparte d'opérette.

La motion de censure UMP-UDI n'a recueilli que 234 voix, là où il en aurait fallu 289 pour faire chuter le gouvernement. Les 198 députés UMP ont voté pour, mais seulement 23 des 30 UDI, 6 des 10 Front de

49-3 et motion de censure, chantage institutionnel

PARLEMENT

« Hier, 16 h 25, la majorité explose » titrait *Le Parisien* au lendemain du recours au 49-3 par Valls pour imposer l'adoption sans vote de la loi Macron par l'Assemblée nationale...



La censure du gouvernement: c'est pas là que ça se passe... DR

gauche, 6 non-inscrits – dont les deux FN – et une apparentée écologiste. Écologistes et « frondeurs » du PS avaient exclu de voter la censure, tenant à affirmer les uns et les autres qu'ils ne sont pas dans l'opposition...

« Une hypocrisie politicienne »

Jean-Luc Mélenchon s'était d'abord prononcé pour voter la censure puis, pour des raisons mystérieuses, il a changé d'avis. Le groupe parlementaire du Front de gauche (essentiellement composé de membres du PCF) avait tenté sous la pression des déclarations de Mélenchon de déposer une motion de censure « de gauche » sans pouvoir recueillir les signatures des 58 députés nécessaires. Un seuil qu'ils ne pouvaient

atteindre, les écologistes et les « frondeurs » ne voulant pas voter contre le gouvernement.

Revenant à sa position initiale, voter la motion de censure UMP-UDI, André Chassaigne a dénoncé « une hypocrisie politicienne », rappelant que son vote de sanction n'avait « rien à voir avec la motion présentée par la droite ». Il s'agissait de « combattre » la loi Macron en étant « convaincu de l'urgence et de la nécessité de la nomination d'un nouveau gouvernement qui puisse réunir l'ensemble des forces de gauche pour conduire une politique de progrès social et de refondation démocratique ». « À travers notre censure, nous adressons un message clair pour que la majorité élue par la gauche cesse de se fourvoyer dans les méandres

du libéralisme économique prôné par la droite », a-t-il conclu. Et de rassurer, le Front de gauche ne se situe « pas dans l'opposition » mais « dans la construction ». « Il y a un vent qui s'est levé pendant les débats sur le projet de loi Macron, des convergences sont apparues, des digues ont sauté, des députés issus des rangs socialistes ou écologistes ont manifesté une opposition à la politique gouvernementale comme cela n'avait jamais été le cas ».

Pierre Laurent a lui appelé « l'ensemble des forces de gauche qui se sont exprimées contre la loi Macron » à « se retrouver pour construire la nécessaire alternative à gauche ».

Mais on voit bien que cette alternative s'empêtre dans les calculs parlementaires. Les déclarations de Mélenchon ont aussi jeté un certain désordre au sein de son propre parti où des points de vue différents se sont exprimés sur le vote de la censure, certains mettant l'accent sur la nécessité de « s'opposer jusqu'au bout » à la loi Macron, y compris à l'Assemblée nationale.

L'alternative ne pourra pas se construire dans les faux-semblants parlementaires, mais dans une opposition conséquente au gouvernement : une opposition dans les mobilisations et les luttes du monde du travail.

Yvan Lemaître

LUTTE CONTRE L'ANTISÉMITISME

Entre confusion et stigmatisation

Alors que le mythe d'une unité nationale suscitée par les attentats de janvier contre Charlie hebdo et l'Hyper Cacher s'estompe, ce que confirment tous les sondages d'opinion, polémiques et procès d'intention se multiplient, prenant pêle-mêle pour cible « les jeunes musulmans », Olivier Besancenot ou le Front de gauche et ses électeurs, désignés comme foyer d'expression de l'antisémitisme. Une campagne nauséabonde qui doit être rapidement et énergiquement combattue.

Président de l'autoproclamé Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), Roger Cukierman, multirécidiviste en attaques islamophobes, a décerné à Marine Le Pen un certificat d'irréprochabilité en matière de lutte contre l'antisémitisme. Il n'hésite pas à s'en prendre aux jeunes issus de l'immigration, stigmatisant sans nuances « les jeunes musulmans » qui seraient d'après lui responsables de toutes les violences, entraînant la décision du Conseil français du culte musulman de décliner l'invitation au dîner annuel du CRIF lundi 23 février.

Cette phobie antimusulmane, et cette bienveillance envers l'extrême droite, ne date pas d'hier. Déjà lors de l'élection présidentielle de 2002, Cukierman n'avait pas hésité à se féliciter du score élevé réalisé par Jean-Marie Le Pen, allant jusqu'à affirmer que c'était « un message aux musulmans de se tenir tranquilles ». Invité d'honneur au dîner, François Hollande a annoncé quant à lui un renforcement des lois antiterroristes, et une série de mesures de contrôle des réseaux sociaux.



Roger Cukierman, le multirécidiviste... DR

Lutter contre toutes les formes de racisme

Profitant de la sortie de son nouvel ouvrage très médiatisé *Soumission*, véritable torchon islamophobe, Michel Houellebecq se lance dans une interview au *Point* dans une attaque en règle contre un « nouvel antisémitisme qui est la conséquence directe du conflit israélo-palestinien ». Un nouvel antisémitisme

qui serait « lié à l'extrême gauche qui a désigné Israël comme ennemi : des gens comme Besancenot ou Plenel, enfin ceux qui ont développé cette construction aberrante qu'est l'islamo-gauchisme ». On connaît les coupables », affirme-t-il...

Enfin, Dominique Reynié, directeur de Fondapol, think tank proche de l'UMP, se fondant sur une étude fort contestée de novembre dernier,

présentait les proches du Front de gauche comme l'un des principaux « foyers d'expression d'antisémitisme », accusant même Jean-Luc Mélenchon de tenir des propos qui « favorisent l'antisémitisme ».

Toutes ces attaques ne visent qu'un même but : délégitimer le soutien à la cause palestinienne, justifier l'allégeance gouvernementale à la politique pro-israélienne accentuée depuis les bombardements de l'été dernier sur la population de Gaza. Elles ne sont qu'une nouvelle mise en musique du discours de Manuel Valls il y a quelques mois pour qui « l'antisionisme d'aujourd'hui n'est que l'expression du vieil antisémitisme ».

Les anticapitalistes ne se laisseront pas intimider par cette campagne. Notre lutte contre toutes les formes de racisme, qu'il prenne la forme de l'antisémitisme ou de l'islamophobie, fait partie de nos fondamentaux, et le 21 mars prochain, avec des dizaines d'organisations, nous manifesterons contre le racisme et le fascisme dans l'unité la plus large.

Alain Pojolat

GRÈCE “Le gouvernement veut élargir le consensus dans le pays mais aussi à un niveau international. Cette politique est très dangereuse”

Entretien. Un mois après l'arrivée au pouvoir de Syriza, nous avons interrogé **Antonis Davanellos**, membre de la direction de DEA, l'une des composantes révolutionnaires de la Plateforme de gauche de Syriza.

Quelle est ton appréciation de l'accord intervenu au sein de l'Eurogroupe ce 20 février ?

Le gouvernement essaie d'éviter que l'économie et les banques grecques ne soient étranglées par les exigences des crédateurs. Tsipras voulait obtenir un délai de 6 mois, il a obtenu un délai de 4 mois. Il demandait que pendant cette période les bailleurs de fonds n'imposent pas de nouvelles mesures, comme ils l'avaient fait avec Samaras : en particulier de nouvelles attaques contre les retraites et une augmentation des taxes sur la consommation contre les classes populaires. Il demandait aussi que la mise sous tutelle de la Grèce par la troïka cesse.

L'accord concédé par l'Eurogroupe donne du temps, 4 mois, mais ce lundi 23 février, le gouvernement doit présenter un programme concret de prétendues réformes que Syriza serait prête à imposer à la population pour respecter ses engagements de payer la dette. C'est la première difficulté, mais en plus l'accord impose un droit de surveillance, non par la troïka mais par les institutions européennes et le FMI.

Il s'agit donc d'un accord très contraignant, et je crois que le gouvernement de Syriza va chercher une façon de se dégager de ces contraintes.

Que penses-tu de l'élection à la présidence de la République de Pavlopoulos, un politicien de droite ?



DR

Face aux grandes difficultés auxquelles sont confrontées l'économie et les banques grecques, en particulier face aux crédateurs, la direction de Syriza croit qu'elle a besoin du plus large consensus. Et pour cela, Tsipras a choisi comme président un politicien de droite. À mon avis, c'est une grave erreur. Jusqu'à maintenant Syriza a réussi à construire un consensus par en bas en gagnant le soutien des travailleurs et des classes populaires. Le choix de Pavlopoulos est un message politique qui crée des

confusions dans les relations entre Syriza et les masses populaires, d'autant qu'il a été élu pour une durée de cinq ans avec 233 voix issues de Nouvelle Démocratie (droite) et de Syriza.

Par ailleurs, nous ne devons pas sous-estimer le fait que la présidence de la République n'est pas une position neutre : elle peut avoir des initiatives politiques et créer des difficultés pour le gouvernement, surtout en situation de crise politique. C'est pourquoi nous nous sommes opposés à cette proposition. Notre camarade députée Gianna Gaitani n'a pas voté pour la candidature défendue par Tsipras, malgré la menace d'exclusion (cf. encadré).

Comment expliques-tu que le gouvernement ne prenne aucune mesure de contrôle sur les banques alors qu'elles font face à d'importants retraits ?

Cette passivité renvoie aux mêmes explications, la recherche du consensus. Le gouvernement a mis à la tête des banques d'anciens sociaux-démocrates, des libéraux. Il fait ça parce qu'il veut élargir le consensus dans le pays mais aussi à un niveau international. Je crois que cette politique est très dangereuse. Les banques sont entre les mains de sociaux-libéraux qui, dans les années 90, ont participé à leur privatisation. Le gouvernement pense pouvoir ainsi collaborer avec des cadres qui viennent du Pasok et qui, maintenant, cherchent à jouer un rôle important pour exercer leur pression.

Quelles sont aujourd'hui les rapports entre Syriza et les classes populaires, l'état des mobilisations ?

Les membres de Syriza ont été la colonne vertébrale des mobilisations qui ont eu lieu après les élections sur les places de toutes les villes du pays. Ces mobilisations de solidarité avec le gouvernement s'opposent au chantage de la troïka, mais elles visent aussi à pousser le gouvernement dans l'idée du slogan : « pas un pas en arrière ! »

Dans l'année passée, Syriza a été au cœur de toutes les mobilisations et, à travers cette participation, nous avons créé une organisation militante et démocratique que personne ne pourra manipuler, ni tromper facilement, sans réaction.

Propos recueillis par Henri Wilno et Yvan Lemaître

Déclaration de Gianna Gaitani, députée de Syriza (Thessalonique) à propos de son absence lors du vote pour le président de la République

“ Je n'ai pas assisté à la réunion de l'Assemblée nationale lors du vote pour l'élection du président de la République. En effet, pour des raisons de conscience et de tradition politique, j'étais incapable de soutenir par un vote la proposition de Syriza, le parti pour lequel j'ai été élue. Je continue de soutenir fermement le projet politique de Syriza, ses engagements et son programme, et le gouvernement de la gauche. Ce projet politique, je ne crois pas qu'il soit possible de le servir au travers de relations consensuelles avec Nouvelle Démocratie et les dirigeants politiques de la droite. Je crois toujours que par le fonctionnement collectif de Syriza, à travers l'action de ses membres, et par l'implication du groupe parlementaire, ce projet pourra s'accomplir de manière victorieuse. Le 18 février 2015. (traduction A l'Encontre) ”

ARGENTINE La mort du procureur Nisman déclenche une énorme crise politique

L'Argentine est en train de vivre la fin du cycle « kirchnériste » en version roman d'espionnage...

En 1994 avait été perpétré le pire attentat antisémite de l'histoire du pays. L'explosion du bâtiment de l'Association mutuelle israélo-argentine (AMIA), qui avait fait 85 morts, n'est toujours pas élucidée. Dix ans plus tard, le président Nestor Kirchner désignait le procureur Alberto Nisman comme responsable de l'enquête. Ce 14 janvier, Nisman accusait la présidente, Cristina Kirchner, ainsi que plusieurs responsables du gouvernement, d'avoir couvert les auteurs de l'attentat. À la veille de la présentation de ses réquisitions, Nisman a été retrouvé « suicidé ». Il n'y a aucune preuve qu'il se soit lui-même tiré le coup de feu. Un témoin de l'intervention de la brigade criminelle a déclaré qu'une trentaine de policiers avait fait irruption dans l'appartement

du procureur, y mettant tout sens dessus-dessous et détruisant des preuves.

Tout cela se produit sur fond de lutte ouverte entre les services de renseignement (SIDE), où rien n'a changé depuis la dictature, et le gouvernement. Selon la SIDE, c'est le gouvernement iranien qui a organisé l'attentat de l'AMIA, et Cristina Kirchner était intervenue auprès d'Interpol pour dédouaner ses auteurs en échange d'une série d'accords commerciaux avec l'Iran, accords qui ont finalement fait naufrage. Le 26 janvier, la présidente ordonnait la dissolution de la SIDE. Ce mercredi 18 février, des manifestations étaient organisées dans les principales villes du pays à l'appel d'un groupe de procureurs opposés au gouvernement. Des dizaines voire des centaines de milliers de personnes, provenant essentiellement de la classe moyenne anti-kirchnériste, y ont pris part, pour réclamer justice mais aussi pour dire qu'elles en avaient assez des restrictions mises aux achats de dollars et aux voyages à l'étranger, ainsi que de l'insécurité.



« Nous sommes tous Nisman », le 18 février 2015 à Rosario. DR

Les travailleurs et les classes populaires ont regardé tout cela de l'extérieur. Pour eux, les vrais problèmes sont la dégradation de leur niveau de vie, la hausse du chômage, l'impôt sur les salaires et l'inflation.

Une fin de règne laborieuse

La mort de Nisman a déclenché une énorme crise politique qui accentue le climat de fin de règne présent depuis déjà un certain temps. Un moyen de répondre à cette crise sur le court terme serait d'accepter la demande d'un groupes de personnalités, consistant à mettre en place une commission d'enquête indépendante sur les événements de l'AMIA et la mort du procureur Nisman. Une procédure similaire à

ce qui s'était fait pour les crimes de la dictature militaire.

Mais à plus long terme, les perspectives restent sombres pour le gouvernement. Les huit mois qui nous séparent des prochaines élections générales seront très difficiles pour lui. Les procédures judiciaires s'accumulent contre la présidente, des membres de sa famille et des représentants du gouvernement. Le pays fait face à une grave crise économique et sociale, alors que ceux qui apparaissent « présidenciables » ne proposent rien de nouveau.

La fin de cycle du kirchnérisme correspond à celle du modèle « progressiste » au niveau de toute l'Amérique latine. Les gouvernements du Brésil, du Venezuela et de l'Équateur, sont confrontés aux mêmes problèmes que Cristina Kirchner, la seule exception est la Bolivie. La décennie d'abondance, avec ses hauts prix du pétrole et autres matières premières qui ont facilité la fuite en avant, est terminée. Cela met à nu la réalité de la corruption et l'inexistence de tout plan et de toute réflexion économique à moyen et long terme. **Virginia de la Siega**

LIBYE

La stratégie occidentale



BHL en Libye en mars 2011. Ça se passe de commentaire... DR

Le meurtre par décapitation, commis par l'État islamique contre les 21 travailleurs égyptiens en Libye parce qu'ils étaient coptes, a bouleversé l'opinion publique internationale. Il met en lumière les conséquences de l'intervention militaire occidentale dirigée par Sarkozy sous les conseils judicieux de son grand stratège en géopolitique, l'ineffable Bernard-Henri Lévy...

Depuis quatre ans, la Libye s'enfoncé progressivement dans une guerre civile totale menée par les différentes milices, qu'elles soient islamiste, laïque ou régionaliste. Lors des élections de juin 2014 qui ont recueilli un faible taux de participation, les islamistes ont refusé de reconnaître leur défaite, arguant de fraudes massives. Un violent conflit s'en est suivi qui a divisé le pays en deux. D'un côté, Fajr Libya (Aube libyenne) qui dirige la capitale Tripoli et sa région et a remis en selle l'ancien Parlement, le Congrès général national (CGN), dominé par les islamistes qui se sont dotés d'un gouvernement. De l'autre, l'alliance Dignité, appuyée par le général Khalifa Haftar, et soutenue notamment par les milices de Zintan, une ville de l'ouest du pays. Ce gouvernement s'est installé à Tobrouk et est reconnu par la communauté internationale. À cela s'ajoutent les djihadistes, ceux d'Ansar al-Charia présents à Benghazi et liés à Al-Quaïda, et l'État islamique, constitué notamment par le groupe Majilis Choura Chabab al-Islam.

Voix discordantes

Dans les pays africains qui demandent une intervention militaire en arguant que les Européens doivent finir leur travail, on retrouve le Niger, le Tchad ou l'Égypte confrontée dans le Sinaï avec Ansar Bait al-Maqdis. Plus globalement, les populations des pays de la région doivent subir les conséquences du chaos libyen qui permet aux groupes islamistes de s'entraîner et de se fournir en armes.

Au niveau occidental, les chancelleries sont plus réservées et privilégient pour l'instant le choix d'un accord politique en misant sur la conférence de Genève. L'idée est de réunir les deux principales fractions dans un gouvernement d'union nationale. Ramenant une relative stabilité au pays, cela permettrait de combattre les djihadistes, de reprendre l'exploitation du pétrole par les multinationales, et de retrouver le rôle que la Libye avait à l'époque de Kadhafi, contrôler l'immigration essentiellement subsaharienne vers l'Europe.

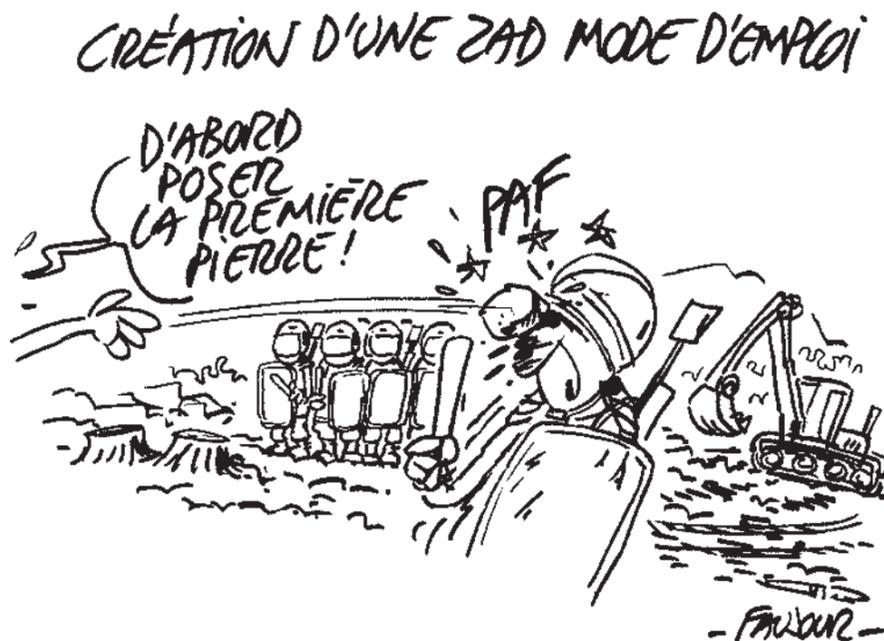
Même si les discours du représentant des Nations unies Bernardino Leon se veulent optimistes, s'appuyant sur l'idée juste qu'il n'y a pas beaucoup de différences politiques et religieuses entre les différentes milices, il n'en demeure pas moins vrai que les conflits qui opposent les chefs de guerre sont aussi motivés par des questions financières. En effet, le contrôle des puits de pétrole, des ports mais aussi des voies où transitent les différents trafics (y compris de drogues), sont particulièrement lucratifs. L'insertion de l'Occident dans le processus révolutionnaire libyen qui a outrepassé largement le mandat de l'ONU, a empêché l'émergence d'une force révolutionnaire qui aurait pu au fil des combats et des mobilisations populaires s'unifier politiquement. Le renversement brutal de Kadhafi et la mainmise de la Grande-Bretagne et de la France sur le processus de transition politique a renforcé le sentiment religieux et communautaire, à l'image de l'intervention US en Irak.

Paul Martial

Des mobilisations contre le monde des GPII

Mais ces luttes représentent aussi une contestation de l'organisation capitaliste de la société: forums, rencontres, échanges, expérimentation, mise au point de stratégies de lutte inédites et radicales. Les ZAD (zone à défendre) se propagent et révèlent les aspirations de jeunes et de moins jeunes à vivre autrement: ils montrent que les capacités de contestation de l'ordre établi et de résistance face aux volontés des puissants sont fortes et porteuses d'espoir. Face à ces actions, la répression a la main particulièrement lourde. De l'opération César à Notre-Dame-des-Landes au tir de grenades offensives qui a tué Rémi Fraisse à Sivens, la répression policière est d'une violence extrême contre celles et ceux qui occupent et défendent les ZAD. La répression judiciaire n'est pas en reste, et frappe les manifestantEs de Nantes à Toulouse, répression à laquelle s'ajoute une campagne médiatique féroce pour délégitimer toute résistance. Elle sévit aussi contre des actions parfaitement symboliques, comme le démontage par la Confédération Paysanne d'éléments de la ferme-usine des mille vaches. Pour le gouvernement, il s'agit de faire taire toute contestation, de ne pas laisser se multiplier ces lieux qui montrent dans la pratique qu'« un autre monde est possible ».

De plus en plus contestés, ces projets démesurés sont combattus par des rassemblements, des pétitions, des manifestations, des occupations, des installations de campements... Toute une organisation des luttes pour durer et gagner.



Des luttes internationales et internationalistes
Les grands projets inutiles fleurissent partout. « *L'unité des luttes à travers le monde contre tous ces projets destructeurs* », c'est ce qu'affirme la déclaration finale du 4^e Forum contre les GPII qui s'est tenu au printemps dernier à Rosia Montana en Roumanie. Après le val de Suse en Italie

(2011), Notre-Dame-des-Landes (2012) et Stuttgart en Allemagne (2013), ce lieu a été choisi pour la lutte qui s'y déroule contre le projet hautement destructeur d'une mine d'or, avec utilisation massive de cyanure. Plus de vingt collectifs en lutte contre des grands projets également destructeurs à travers le monde ont participé à ce forum

qui a permis l'élargissement des thèmes tels que la fracturation hydraulique, la condamnation unanime des accords commerciaux comme le Tafta, la mutualisation des ressources militantes et la construction d'un réseau qui « *permettra de combattre avec succès tous les GPII et de construire un monde d'égalité et de solidarité* ».

Armes de destruction massive de l'environnement

Agriculture, élevage, déchets, biomasse...

Les GPII sont sur tous les fronts. La pensée à court terme des capitalistes fait des dégâts...

Dessine-moi un mouton... et 850 000 poulets!

Après l'industrialisation de l'agriculture, c'est le tour de l'élevage. Finies les « petites » unités bretonnes, entrons dans l'ère des élevages concentrationnaires où l'on parle en milliers, dizaines et même centaines de mille: 250 000 poules dans la Somme, 850 000 poulets dans le Vaucluse, 1200 taurillons dans la Vienne ou encore 1000 truies et 25 000 porcelets dans les Deux-Sèvres... Comment osent-ils encore parler de poulaillers, de porcheries et même de « maternités » ? De nombreux projets sont portés par des hommes d'affaires aux réseaux politiques bien développés, comme Michel Ramery et sa ferme aux mille vaches. L'agro-industrie se cache derrière des agriculteurs « porteurs » des projets. Ainsi Vivadour dans le Gers et ses usines à 770 000 poulets, ou Sofiprotéol (la boîte de Xavier Beulin, le patron de la FNSEA) qui n'est jamais loin, comme à Trébrivan en Bretagne. Le gouvernement est à fond

derrière ces projets. Quand des arrêtés d'exploitation sont annulés par la justice administrative, les préfets en signent immédiatement de nouveaux qui permettent la continuation de l'exploitation, comme à Lannepax dans le Gers ou à Trébrivan (par deux fois). La justice du plus fort et du passage en force... Les salariéEs sont les premierEs à souffrir du mal-être des animaux qui sont bien loin de l'image d'Épinal véhiculée par le Salon de l'agriculture. Les herbivores, interdits de pâturage, sont au même régime que les poulets, farines végétales, soja OGM importé d'Amérique du Sud, mais issu de la maïsiculture intensive. Comme on l'a vu à Sivens, cette même maïsiculture exige de l'eau, donc des barrages: une vingtaine de projets plus ou moins avancés dans le Sud-Ouest.

Lourds déchets

Mais il y a encore plus de fric à faire dans l'énergie et les déchets. Après les boues d'épuration, leurs métaux lourds et contaminants chimiques, voici l'incinérateur de Rochefort et ses 25 hectares de serres à tomates, en association avec une multinationale hollandaise. Tout cela sous label « *développement durable et croissance verte* » ! Les poulets de Grillon seront couverts par 11 000 m² de panneaux photovoltaïques. À Lapouyade,

dans le bien nommé triangle des déchets, le site de déchets ultimes de Veolia sera associé à 8 ha de serres. Et bien sûr il y a la méthanisation qui attire toutes les convoitises, comme chez Ramery ou à Ormes (2000 taurillons et un méthaniseur géant), cela malgré les risques sanitaires, la pollution aux nitrates et l'appauvrissement des sols...

Arbres en danger

Après les « biocarburants », voici la biomasse, qui elle aussi n'a de « bio » que le nom... À Gardanne

et à Pierrelatte, E.On et Areva ont mis en place deux gigantesques centrales électriques au bilan énergétique minable – 30% – qui menacent les forêts du Lubéron et de la Drôme par des coupes à blanc. La prime de l'hypocrisie va à l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs), qui sur le site Cigéo (Centre industriel de stockage géologique) de Bure où elle veut enfouir les déchets nucléaires, va produire du diesel en utilisant le bois des forêts... rasées pour Cigéo ! L'agriculture, et encore plus la foresterie, sont des activités de long terme. Les capitalistes, eux, ne peuvent penser que dans le court terme et pratiquent la politique de la terre brûlée alors que notre environnement est déjà mis à rude épreuve par le réchauffement climatique.



GPII, les projets imposés

MIEUX LES CONNAÎTRE POUR



Comme leur nom l'indique, les grands projets inutiles imposés (GPII) sont complètement inutiles à la population. Pourtant ils lui sont imposés... Inutiles pour les populations, mais très utiles et profitables pour les grosses entreprises (multinationales du BTP entre autres), ils ont aussi en commun de coûter beaucoup d'argent (surtout public). Quelle que soit leur taille, ils s'inscrivent dans la logique du « plus grand, plus gros, plus vite ». Destructeurs de l'environnement, de l'emploi et du tissu social (terres agricoles, ressources naturelles, biodiversité), ils sont le plus

Carte interactive

<http://umap.openstreetmap.fr/fr/map/gpi>

Les grands projets inutiles imposés

POUR MIEUX LES COMBATTRE!



souvent imposés avec la complicité active des élus locaux ou régionaux, soit parce que ces derniers rêvent d'avoir eux aussi leur « grand projet » prestigieux, soit parce qu'ils sont plus trivialement intéressés directement ou indirectement au projet. Ils bénéficient aussi du soutien du gouvernement qui, lui non plus, n'a rien à refuser aux grands groupes capitalistes. Et qu'ils concernent l'agriculture, les transports, l'énergie, la grande distribution ou les loisirs, symboles du capitalisme et de son productivisme effréné, ils contribuent tous à des degrés divers à aggraver encore le dérèglement climatique...
Dossier réalisé par la commission nationale écologie

Carte interactive des GPII :

www.cni-la-carte-du-npa_29271#7/47.126/3.790

Rocades, aéroports, tunnels, canaux, autoroutes, voies rapides, LGV...

Ces GPII traversent les territoires et affectent tous les occupants. Pollution, dévastation des milieux naturels, bétonnage, ruissellement des eaux, bruit... Toutes ces nuisances imposées pour quoi? Pour « gagner du temps et entrer dans la modernité ». Mais pour qui? Décidé par qui? Dans quel but?

Après avoir imposé des rythmes de travail et de vie décalés (travail en équipe, de nuit) et éloigné les lieux de travail des lieux de vie, après avoir aménagé les espaces en fonction de l'intérêt économique (zones artisanales, industrielles, résidentielles, commerciales...), rejeté les pauvres à la périphérie des villes et valorisé la maison individuelle à la campagne pour les autres (augmentation des trajets, utilisation indispensable de la voiture en l'absence de transports collectifs), c'est en toute logique que nos décideurs inscrivent leurs projets destructeurs comme solution aux problèmes de transport qu'ils ont eux-mêmes créés.

Aujourd'hui, les grandes concentrations d'activités autour des métropoles visent à « placer la France dans la compétition européenne », de là la nécessité pour les capitalistes de relier ces « pôles d'excellence » au reste du monde. D'où l'émergence de projets pharaoniques coûteux sans utilité pour la population. Apparaissent des équipements dignes de la folie des grandeurs de ces élus qui se prennent pour de grands personnages... pour le plus grand bonheur des intérêts des grands groupes industriels et financiers.

Au service du privé

Ainsi, l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, les LGV

Bordeaux-Toulouse, Limoges-Poitiers, Paris-Le Havre, le contournement est de Rouen ou ouest de Strasbourg, censés aider ces villes à rivaliser avec leurs concurrentes européennes. Ainsi, le projet du Grand Paris – avec ses 72 gares, ses 205 km de métro automatique et son raccordement d'Orly, Roissy et Saclay – qui transformera la capitale en ville-tentacule. Ce projet maintiendra un déséquilibre entre une capitale géante et des régions vouées au tourisme, déplacera des milliers d'habitants, reportera l'amélioration des lignes actuelles, et fera transporter au moins 60 millions de tonnes de déblais par 1,5 million de camions.

De même, au lieu de relocaliser les productions, en particulier alimentaires, la fuite en avant du transport mondialisé des marchandises pousse à la construction de toujours plus de voies improbables. Ainsi, le Lyon-Turin (TAV), le projet de canal Seine-Nord de l'Europe, le canal Rhin-Rhône, la LGV Dax-Pau, toujours pour selon eux « aider la France dans la guerre économique ». Financés par des partenariats public-privé (PPP) toujours favorables au privé, ces projets destructeurs de biodiversité n'ont aucune utilité sociale. Ignorées, malmenées, les populations riveraines des GPII n'ont jamais leur mot à dire. Ras-le-bol d'accepter ces constructions destructrices de nos vies!

Laisse béton!

Toutes les villes ou presque ont maintenant leur ceinture de centres commerciaux, avec partout les mêmes enseignes, 1 ou 2 (ou plus!) hyper Car-U-casi-clerc, déco, brico, fringues, ainsi que leurs publicités géantes, sur ce qui était souvent de bonnes terres agricoles.

Ça bétonne partout pour de nouveaux lieux centralisés de consommation, alors que les Américains commencent pourtant à faire le constat qu'on pourrait faire dépenser plus dans des commerces répartis dans les rues des villes... Dans la proche banlieue de Paris, mais aussi à Caen et Angers par exemple, des terrains, vidés de leurs usines (et de leurs emplois), se couvrent d'immenses « shopping mall », mais ça n'est jamais assez: toujours plus grand! Décathlon-Oxylane appelle ça des « villages »: 22 sont réalisés ou en projet. 24 ha par exemple à côté de Montpellier sur un espace à vocation, entre autres, agricole, participant d'une économie locale des circuits courts de commercialisation. Un accrobranche pour le fun... et le reste pour « consommer »!

Et ça n'est pas fini!

Avec Europa City, la Société du Grand Paris veut détruire un espace de 750 hectares de cultures céréalières maintenu entre les aéroports de Roissy et du Bourget, pour construire un centre commercial « et de loisirs » sur 80 ha. Avec une piste de ski (!), une autre étant prévue dans la banlieue sud, les routes pour y accéder et les parkings... Cela dans une région déjà bien pourvue en centres commerciaux. Ce sera aussi un centre d'affaires de 200 ha, car chaque grande ville veut sa « silicon valley ». Ainsi, 200 ha pour les Portes du Tarn, et ses 98 millions d'euros. Pourtant concentrer des activités en un seul lieu surdimensionné ne répond pas aux besoins réels d'emplois, entraîne des constructions de routes et autoroutes, pose le problème de

l'approvisionnement en eau – et du ruissellement des eaux – etc. Dans cette frénésie de bétonnage géant, il faut ajouter des grands stades: autour de Paris, à Lyon, et bientôt les JO dans la capitale? Pour ce dernier projet, on veut nous faire croire que rien de plus ne sera construit: les courses cyclistes dans le parc du château de Versailles? Et puis il y a des golfs (220 ha dans les Landes par exemple), des « Center Parcs » et autres « village nature »... On connaît déjà celui de Roybon, mais partout il faudrait renoncer à la « nature naturelle » pour offrir un espace artificiel où concentrer et enfermer des centaines de touristes... amenés par autoroutes bien sûr!

Énergie, nucléaire, gaz de schiste... GPII de l'énergie

L'indispensable et urgent combat pour la transition énergétique, pour sortir des énergies fossiles et du nucléaire, pour la sobriété énergétique et le passage aux énergies renouvelables, ne se résume évidemment pas au refus des GPII...

Mais le secteur énergétique impose lui aussi ses grands projets inutiles, destructeurs et dangereux. Les luttes contre la fracturation hydraulique, contre l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure, contre les lignes THT (très haute tension) en Bretagne ou contre l'EPR à Flamanville ou à Penly... peuvent avoir comme point de départ le fameux mot

d'ordre « pas dans mon jardin! » Mais dans la mobilisation, par les débats, par les rencontres et les convergences, se posent les questions de l'utilité sociale des projets et donc les questions énergétiques et climatiques globales.

Gaspillage d'énergie

Les grands projets capitalistes, du nucléaire aux hydrocarbures (conventionnels ou non), tournent le dos à toute réduction

du gaspillage d'énergie qui doit pourtant être à la base de la transition énergétique. Alors que les pronucléaires, regroupés dans « Nuclear for climate », font le forcing pour que le nucléaire soit reconnu comme une solution au réchauffement climatique et sont entendus jusqu'au GIEC, nous devons tout faire pour lier les mobilisations, contre le nucléaire, contre les GPII, pour le climat.

Pour les GPII aussi, tout est bon dans le Macron!

Sous prétexte de simplification, la loi Macron attaque aussi l'environnement.

L'article 28 permet au gouvernement de réformer le droit de l'environnement par ordonnances dans quatre domaines: la délivrance des autorisations de construction, l'étude d'impact, l'enquête publique et le règlement des litiges. Autrement dit, l'arsenal législatif actuel qui a été voté par le Parlement pourra être détricoté à sa guise par le gouvernement. Il pourra prendre des mesures législatives visant à accélérer « les projets de construction et d'aménagement » ou modifier les règles applicables à leur « évaluation environnementale ». Il pourra aussi « moderniser et simplifier » les procédures de « participation du public à l'élaboration de certains projets », et enfin « accélérer le règlement des litiges relatifs aux projets susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ».

Ils sont tout permis...

Carise sur le gâteau, l'article 29 réduit de deux ans à six mois le délai durant lequel peut être engagée l'action en démolition d'une construction illégale après l'annulation du permis de construire. Autant dire qu'il facilite le passage en force. Avec ces articles complètement antidémocratiques, il s'agit de supprimer le peu de garde-fous qui empêchaient les industriels et les bétonneurs de se croire tout permis. Alors que Hollande prétend vouloir favoriser le dialogue lors des grands projets, grâce à Macron, il restreint toutes les possibilités légales d'action.

NANTES ET TOULOUSE

Le soutien aux ZADs dans la rue

Un an après la grande manifestation du 22 février 2014 à Nantes, durement réprimée par les forces de l'ordre, et 4 mois après le meurtre de Rémi Fraisse, tué d'une grenade offensive dans le dos sur la ZAD du Testet, deux manifestations nationales étaient appelées à Nantes et Toulouse ce samedi 21 février, en soutien aux ZADs et contre le monde des bétonneurs.

A lors que la situation autour de la ZAD du Testet, mais aussi à Roybon, se dégrade de jour en jour, avec la mise sur pied de véritables milices (dont certaines se revendiquent ouvertement de l'extrême droite) pour terroriser les opposantEs, l'enjeu de ces manifestations était très important.



Dans la manifestation de Toulouse. DR

Contre-coup de la répression, les efforts pour élargir l'arc de forces appelant à ces manifestations sont une nouvelle fois restés sans succès.

À Nantes, parmi les forces organisées, seuls les libertaires (AL), Breizhistance et le NPA appelaient à la manifestation. À Toulouse, la manifestation était co-déclarée par Attac et le NPA, mais parmi les organisations réformistes, seul le PG a décidé d'appeler au dernier moment.

Violences aveugles

Dans ce contexte difficile, réunir 500 personnes à Nantes et 800 à Toulouse est une réussite, qui témoigne de la force de la mobilisation contre ces grands projets nuisibles, contre leur monde et contre les violences policières. À Toulouse, ce sont d'ailleurs ces dernières qui ont marqué l'essentiel des slogans, ainsi qu'une grande banderole d'hommage à Rémi Fraisse et toutes les victimes de la police. Si la préfecture de Haute-Garonne avait changé de stratégie par rapport à novembre en autorisant la manifestation, le dispositif policier était impressionnant et pesant : fouilles à l'arrivée, accompagnement très rapproché... À la mi-parcours, des jets de peinture et cassages « aveugles » de vitrine (par exemple un magasin de chaussures...) ont fourni le prétexte aux forces de l'ordre pour des gazages et matraquages non moins aveugles...

Il ne faudrait pas que ces incidents fassent oublier l'essentiel : la lutte pour l'arrêt immédiat de tous ces grands projets nuisibles et inutiles!

Correspondant

DROIT DE GRÈVE

Une offensive internationale

L'internationale du patronat cherche à remettre en cause le droit de grève au niveau mondial. La Confédération internationale syndicale (dont en France la CGT, la CFDT et FO) organisait le 18 février une journée de mobilisation en réplique.

La grève, qui consiste à cesser le travail et la production, est par définition intolérable pour les patrons puisqu'elle s'attaque à la source des profits. Mais les luttes ouvrières ont permis que ce droit (et plus largement les libertés syndicales) soit internationalement reconnu... mais aussi très encadré.

État des lieux

La situation est évidemment contrastée selon les pays. L'interdiction peut être complète (au Qatar ou en Corée du Nord...) ou partielle. Ainsi, certaines professions peuvent en être exclues comme les magistrats judiciaires en France. La répression patronale et étatique peut être directe : licenciement ou condamnation de grévistes en Espagne, suspension par décret d'une grève dans la métallurgie en Turquie en janvier, etc.

Suivant les pays, elle peut aussi être armée, ou plutôt détournée : service minimum dans les transports en France, interdiction de certaines formes de grève comme la grève sur des revendications dites politiques, etc.

De manière constante, le droit de grève vient buter sur le droit de propriété privée : la grève ne doit jamais entraver la « liberté du travail » ni détériorer l'outil de production.

Droit de grève et liberté syndicale

En 1948, l'Organisation internationale du travail (OIT) a adopté une convention, figurant au nombre de ses « conventions fondamentales », obligeant les pays l'ayant ratifié à garantir la liberté syndicale et à protéger les droits syndicaux. Elle ne traite



Manifestation pour le droit de grève en Turquie mercredi 18 février. DR

pas directement du droit de grève, mais l'OIT considère que ce droit est indissociable de la liberté syndicale.

Cette interprétation est contestée depuis 2012 par les représentants patronaux à l'OIT, représentants qui refusent de reconnaître le droit de grève comme un droit fondamental et voudraient le soumettre au respect du droit commercial et à la protection des investisseurs (à l'instar de ce que prévoit par exemple le projet de Traité transatlantique).

Et pour faire pression, le patronat utilise... la grève : il refuse de siéger dans la commission chargée de vérifier la bonne application du droit de grève par les États membres de l'OIT, dont une majorité ne veut pas saisir



la Cour internationale de justice pour trancher ce litige.

Les patrons durcissent le ton

Comme le souligne Tim Noonan, porte-parole de la CSI (Confédération syndicale internationale), dans une interview au journal *Libération* du 18 février, les travailleurs n'attendent en général pas d'avoir le droit de grève pour l'exercer, souvent au péril de leur vie. Mais en durcissant le ton, les patrons représentés à l'OIT envoient le signal aux patronats nationaux que l'heure

est venue de contester les dispositions accordant un peu trop de libertés aux travailleurs.

Cela concerne aussi la France, où la multiplication des cas de répression syndicale ces dernières années montrent que, même dans un pays où il est reconnu comme droit constitutionnel, le droit de grève et d'expression syndicale reste un combat de chaque instant, et la lutte pour sa défense et son extension une tâche éminemment politique.

Comité inspection du travail Île-de-France

LE BON MARCHÉ (75) Zola chez Bernard Arnault

Au cœur du Paris des beaux quartiers, le Bon Marché, qui a servi de modèle à Zola, est aujourd'hui encore l'incarnation d'une opposition indécente entre luxe insolent et difficultés à « simplement vivre »...

Mais voilà, pendant plus d'une semaine, celles et ceux, qui tous les matins, avant que les lumières brillent, se brisent les reins à nettoyer allées et stands, se sont révoltés et clamé : « oui la grève ! » Ils et elles sont la cinquantaine de salariéEs de la société (PEI) chargée du nettoyage du magasin. La grève, oui, pour un treizième mois, pour la même prime que le magasin accorde à son personnel en période de soldes. La grève, décidée et reconduite démocratiquement en AG et soutenu par le syndicat.

Des prétentions exorbitantes ont d'abord répondu en chœur les deux patrons. Mépris affiché à l'égard de travailleurEs qui sillonnent un magasin où les moindres babioles présentées représentent un mois de travail. Car



Au Bon Marché on a fait une bonne grève... DR

les salaires, les salariéEs étant la plupart à temps partiel, sont de l'ordre de 500 euros, et la prime s'élève à 300 euros ! Voici donc les sommes astronomiques demandées au propriétaire du Bon Marché, M. Bernard Arnault, première fortune de France... Pas de quoi l'acculer à la faillite !

Neuf jours et c'est gagné !

La principale surprise pour les deux directions a été de découvrir des travailleurEs debout qui n'acceptent plus le baratin servi à longueur de temps. Ces directions se sont donc arc-boutées pendant neuf jours pour finalement céder devant la

détermination et la solidarité. Ils/elles ont gagné ! Cela va-t-il faire boule de neige ? Outre les actions menées dans le commerce contre la loi Macron, d'autres mouvements se développent dans des endroits jusqu'ici improbables, comme chez Tang Frères (400 salariéEs à Vitry-sur-Seine et Paris 13^e où les revendications ont aussi été gagnées). Même si cela est porteur d'espoir, on est certes encore loin du nécessaire mouvement d'ensemble, mais on pressent que le climat est en train de bouger. Pour le Bon Marché, l'aide apportée notamment par les camarades du NPA aux grévistes montre la convergence entre la construction du mouvement d'ensemble souhaité et l'utilité de notre parti.

Correspondant

FUMEL (47)

Sauver l'usine MetaTemple !

Les salariéEs de cette fonderie sont en colère. Depuis des mois, ils sont baladés par leur patron et les pouvoirs publics à coup de tables rondes. L'usine est en redressement judiciaire depuis novembre 2013. Au fil des mois et des séances au tribunal, avec la menace d'une liquidation à tout moment, avec à chaque fois des délais supplémentaires, les salariéEs étaient partagés entre attente, espoir et écœurement (voir l'Anticapitaliste n°270).

PHILARMONIE DE PARIS 380 millions d'euros pour financer la construction, pas un centime pour payer les choristes!

Le 14 janvier dernier, la Philharmonie de Paris a ouvert ses portes. L'Orchestre de Paris y sera résident, c'est-à-dire qu'il assurera la plus grande partie des concerts. Or le chœur attaché à l'Orchestre de Paris est un chœur amateur (traduire : bénévole).

A lors qu'il est de plus en plus difficile de vivre pour les artistes lyriques, que le chômage et la pauvreté font rage dans la profession, l'État prend la décision d'institutionnaliser le travail non payé. C'est pour réagir à cette situation que le collectif Colère lyrique a vu le jour. Ses revendications sont très ambitieuses : il demande... que la loi soit appliquée ! Il est en effet interdit d'employer des bénévoles pour un concert organisé dans un cadre lucratif. Or, plus de 60% des concerts avec chœur seront assurés par des bénévoles ! Les langues se délient et certains chefs de chœur expliquent qu'il est plus « agréable » de travailler avec des amateurs : les amateurs seraient vraiment passionnés par la musique alors que les professionnels ne penseraient qu'à faire des cachets...

En fait, ce qui est plus « agréable », c'est qu'avec un chœur amateur, on répète beaucoup et longtemps. Les chefs de chœur sont d'ailleurs payés pendant ces répétitions. Avec des professionnels en revanche, il faut payer les répétitions, alors on en fait le moins possible. De plus en plus, le métier de choriste consiste à apprendre des partitions seule chez soi pour les interpréter une ou deux fois en concert, avec un ou deux cachets de 120 euros à la clef. Rapporté aux heures de travail fournies, on tombe bien en-dessous du Smic...

Des bénévoles exploités...

Le collectif ne reproche pas à ces chœurs bénévoles d'éventuelles insuffisances techniques ou artistiques. Au contraire, quand on impose à ces chœurs des exigences de professionnels, et que l'on vend (cher) les places de leurs concerts, ce ne sont plus des amateurs qui chantent pour leur plaisir mais des bénévoles qu'on exploite. Le mardi 3 mars prochain auront lieu des négociations entre l'État et les « partenaires sociaux » pour discuter de l'encadrement des pratiques amateurs. Les précédentes négociations s'étaient arrêtées net quand les représentants du parc d'attractions du Puy-du-Fou en Vendée étaient montés au créneau en entendant qu'on pensait à limiter l'usage du bénévolat dans la culture. Cette attaque contre les artistes lyriques n'est qu'un exemple des attaques dont sont victimes les artistes et travailleurEs de la culture. Le récent mouvement contre la

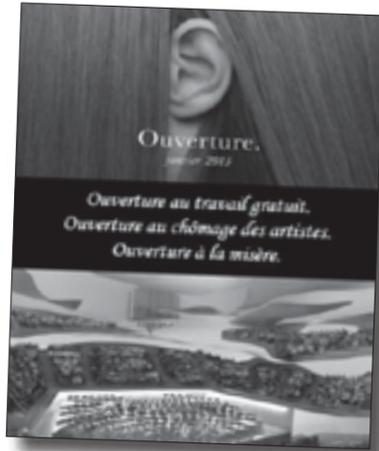
réforme de l'assurance chômage montre que les résistances existent, et qu'il faudra les fédérer.

Pauline Meriot

Pétition : <http://www.mesopinions.com/petition/art-culture/contre-emploi-abusif-ch-urs-amateurs/13354/page16>

Contact du collectif : collectifcolerelyrique@outlook.fr

Photo ci-contre : Quand les artistes en lutte détournent l'affiche officielle de la Philharmonie de Paris...



UNIVERSITÉ PARIS 8 Plus d'un mois de lutte contre la précarité!

Le « collectif des bas salaires » de l'université Vincennes/Saint-Denis entre dans son second mois de grève (cf. L'Anticapitaliste n°277)...

Les négociations voient les deux parties camper sur leurs positions. Pour Danielle Tartakowsky, la présidente, il serait impossible d'aller au-delà des 70 euros brut d'augmentation de la prime mensuelle. Les grévistes réclament près du double : 98 euros net. Le quotidien de plus de 600 titulaires et contractuels mal payés est en jeux.

Les revendications des grévistes se trouvent confrontées à la machine à ruiner les facultés impulsée dans la dernière période par la LRU et son prolongement dans la loi Fioraso du gouvernement Hollande. Il n'est apparemment nul besoin d'avoir une maîtrise en économie pour comprendre comment détourner le budget de l'État pour l'enseignement supérieur vers les nécessités de l'austérité au service des capitalistes. À l'heure actuelle, la répartition de l'argent de la fac est complètement opaque,



et le collectif des bas salaires exige donc la transparence. C'est le premier rempart de la micro-gestion de l'austérité à faire tomber.

Carton plein pour la soirée de soutien

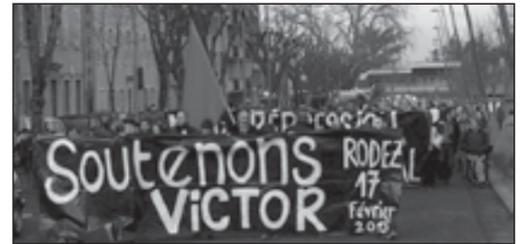
Jeudi 19 février, la fête de soutien au personnel en grève a vu passer plus de 200 personnes. Des étudiantEs de Paris 8, mais aussi des militants de différentes luttes extérieures à la fac. La tribune

a accueilli un prof vacataire de Lyon 2, en grève pour la régularisation des contrats et le paiement des salaires. D'autres secteurs étaient représentés : les femmes de ménage du palace Hyatt Monceau et des fonctionnaires de la mairie de Saint-Denis. Les salariéEs de la Poste du 15^e et du 92, ainsi que des cheminots ont aussi répondu présents. Le soutien a même eu un caractère international, avec l'intervention d'un camarade grec de l'université polytechnique d'Athènes, et une vidéo de soutien du personnel de l'université de Sao Paulo (Brésil), récemment en grève.

Les objectifs immédiats ont été atteints : remplir la caisse de grève et tisser des liens pour ouvrir des perspectives de solidarité et de convergence des luttes. Une première échéance se profile pour le 5 mars, rassemblant Paris 8, Lyon 2, Villetaneuse et Paris Sud/Orsay.

CorrespondantEs

RODEZ (12) Mobilisés pour Victor, contre la répression



Le mouvement social rassemblé pour Victor. DR

Le 30 mai, les manifestantEs avaient décidé de marcher en direction du musée Soulages de Rodez où se trouvait Hollande pour instaurer un « dialogue social »... À l'initiative du comité des intermittents de l'Aveyron (CIA) et réunissant une centaine de personnes, cet événement avait pour but de faire entendre nos propositions contre la réforme de la convention Unedic.

A lors que la répression à coup de gaz lacrymogène et de coups faisait rage, des CRS ont emmené Victor, technicien intermittent du spectacle qui participait à cette manifestation, en garde à vue. Il leur aurait porté des coups, sur le nez pour l'un, et dans l'œil pour l'autre ! (cf. article dans L'Anticapitaliste n°276).

Mardi 17 février, de la salle des fêtes de Rodez au palais de justice, au rythme des orchestres, les sympathisantEs et membres du Comité de soutien aux inculpés du dialogue social ont alimenté les débats organisés pendant que Victor était, lui, à la barre. Pas moins de 70 CRS étaient présents ce jour-là : 70 CRS contre des artistes, des comédiens, des musiciens... En face, 300 d'entre nous pour accompagner l'un des nôtres au tribunal. Tout cela pour quoi ? Pour un procès ahurissant. Le procureur qui joue l'agressif pour une poignée d'euros, Victor risquant 500 euros de dommages et intérêts, ainsi que 300 euros avec sursis. Et de l'autre côté, l'avocat M^e Julien Brel qui plaide la relaxe, le certificat produit par l'une des parties civiles indiquant une conjonctivite : « Ce n'est pas un coup qui provoque une conjonctivite, c'est le gaz lacrymogène. »

Reconstruire le mouvement social

Durant cette journée nous avons pu de notre côté sentir nos forces s'unir et le mouvement social se structurer. À la fin de la journée, le Comité de soutien a fait lecture d'un texte commun : « Nous déclarons que la conquête et la défense de nos droits sociaux pour une société plus juste et solidaire est primordial ; (...) que le capitalisme, l'explosion des inégalités et le recul démocratique constituent le socle de ce système responsable de tous ces désastres ».

Le NPA était évidemment présent, avec un cortège dynamique. À noter que le seul représentant politique d'envergure nationale était Philippe Poutou. Ensemble, nous avons pu débattre de la nécessité de reconstruire le mouvement social. En espérant que cette journée ne soit qu'un début. Verdict le 17 mars.

CorrespondantEs

Priorité a donc été donnée au « jeu » bizarre que l'on appelle le « dialogue social »... Mais au final, les manœuvres ont abouti à une catastrophe plus que prévisible : seulement 29 salariéEs seraient « sauvés » grâce à une pseudo reprise si peu crédible. Les autres salariéEs seraient tout simplement licenciés. La stratégie classique pour diviser et pour laisser une « issue » autre que la lutte. Alors, depuis ce jeudi 19 février, comme un baroud d'honneur, les salariéEs se sont mis en colère et occupent leur usine, menaçant même de faire exploser une vieille grosse machine Watt. Ils exigent des indemnités de licenciement importantes, à la hauteur des longues années de chômage en perspective dans une région sinistrée par une désindustrialisation spectaculaire. Il n'empêche que la bataille contre une fermeture inacceptable, pour la défense des emplois, reste d'actualité. C'est ce à quoi

s'attachent à faire entendre les militants NPA du département qui ont naturellement apporté une solidarité totale : discuter de comment changer la donne d'une situation qui apparaît bien sûr très mal embarquée.

Changer la donne

Cette usine de 136 salariéEs fait figure de « survivante » dans la région. Elle reste un symbole de résistance, avec des années de luttes et même une expérience de gestion ouvrière durant 4 ans avec notre camarade Ignace Garay récemment décédé. Quitte à bloquer l'usine et à se préparer à en faire exploser une partie, autant essayer de s'opposer jusqu'au bout à la fermeture et à défendre la totalité des emplois. Dire non à ce que patrons et politiques essaient de faire accepter aux salariéEs et à la population comme une fatalité.

Ce qui nous manque, ici dans le Lot-et-Garonne comme partout, c'est le sentiment

que nous pouvons agir collectivement et avoir la force d'empêcher les logiques destructrices du capitalisme. L'absence de perspective de lutte collective nous coûte cher. Le gouvernement, les pouvoirs publics et les élus locaux, ont une grande part de responsabilité en couvrant les stratégies patronales. Mais les directions syndicales nationales et régionales en ont aussi leur part en restant inactives, car vraiment rien n'a été tenté à Fumel pour s'opposer à ce qui se préparait.

Que faire pour changer la donne ? Un sursaut, trouver les moyens de regrouper toutes les organisations du mouvement social, avec les salariéEs d'autres secteurs qui résistent aussi dans leur coin, pour agir ensemble et mobiliser la population. Un meeting, une manifestation pour l'emploi dans la région ? Possible ou pas, on a toutes les raisons de le tenter.

L'équipe militante du 47



MetalTemple, la lutte en musique... DR

Les Nôtres**Alain Francon**

Alain vient de nous quitter dans sa soixante-cinquième année.

Alain, employé municipal, tu venais de partir à la retraite. Avant d'entrer à la ville d'Annecy, tu avais pratiqué plusieurs métiers. Dans un passé lointain, tu avais milité au Parti communiste. En 2008, à l'occasion de la venue d'Olivier Besancenot à Annecy, tu avais rejoint la LCR, et en 2009, tu as tout naturellement participé à la création du NPA. Depuis cette date, tu n'as pas loupé beaucoup de manifestations : tu faisais partie de la petite équipe qui portait haut les couleurs du NPA, drapeau au vent, et toujours disponible pour aller distribuer un tract. Homme discret et chaleureux, tu ne faisais pas de grands discours en réunion mais tu racontais souvent quelques anecdotes sur ce que tu avais vécu et sur la réaction aux événements politiques des gens que tu fréquentais. Tes remarques étaient précieuses pour nous aider à mesurer l'état d'esprit de la classe ouvrière. Il arrivait que tu te confies plus personnellement, nous parlant avec fierté de tes enfants, notamment de ton fils Arnault et de ses activités sportives et de ta fille Coralie, musicienne. Quand tu parlais d'eux, on sentait combien tu les aimais, et combien ils étaient proches de toi, partageant beaucoup de tes valeurs : ton fils Arnault avait même accepté d'être présent sur la liste aux élections municipales présentée par le NPA. Alain, tu nous manques déjà. Nous ne t'oublierons pas. Nous continuerons ton combat.

Ses camarades de Haute-Savoie

Évelyne Brunel

Évelyne nous a quittés. Elle avait planté le drapeau du NPA en plein Morvan !

Engagée dans la lutte dès 1968, elle n'a cessé d'affirmer ses convictions féministes et antiracistes dans les quartiers populaires, notamment à Alfortville. Elle a donné des cours de français aux migrants, accueilli des réfugiés chiliens après le coup d'État de 1973... Membre du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception, elle a aidé matériellement des femmes voulant avorter. Intermittente du spectacle, elle a finalement déposé ses valises à Chiddes. Outre son jardin, elle a cultivé la solidarité et participé à l'organisation de rencontres à Luzy. Elle a rejoint la LCR en 2005, y trouvant la radicalité contre une société dirigée par l'argent, comme la recherche de l'unité dans l'action des anticapitalistes. Elle nous a impressionnés lors des présidentielles de 2007 en sillonnant la Nièvre et la Saône-et-Loire. Avec ce même esprit, elle a participé activement à la création du NPA.

Bien que ne pouvant se déplacer à l'AG électorale du dernier congrès elle s'est investie et a tenu à donner son avis et à voter, refusant de céder à la lassitude ou au doute. La voix et la main restaient fermes, c'est le cœur qui a lâché.

Son comité a perdu sa trésorière mais par-delà le regret, il lui reste le sillon à suivre. À ses proches, à ses deux filles Florence et Célia et son compagnon Alain, il adresse ses condoléances attristées, en partageant leur peine, mais aussi en gardant le souvenir de son énergie et de sa ténacité.

Ses camarades

Philippe Le Moal

Philippe n'est plus. Originaire de Meurthe-et-Moselle, suite à sa reconversion professionnelle Philippe se retrouve à Limoges où il participera à la campagne de Philippe Poutou. Puis il arrive à Albi comme aide-soignant, ville où il se fixe avec sa compagne Béa. Tout deux prennent alors contact avec le NPA en novembre 2012. Très disponible pour l'action de terrain, Philippe s'investit sur de nombreux terrains de luttes : contre le racisme et le fascisme, pour la régularisation des sans-papiers, contre les grands projets inutiles et nuisibles (Sivens, Notre-Dame-des-Landes...), pour la campagne BDS et le soutien au peuple palestinien. Cela sans oublier son action pour l'amélioration des conditions de travail des salariéEs de sa boîte car Philippe était élu CGT du CHSCT (groupe ORPEA). Sa boussole militante, c'était l'anticapitalisme révolutionnaire fortement teinté d'esprit et de fond libertaire. Nos pensées et notre amitié se tournent vers Béa avec qui nous poursuivrons cette belle aventure militante. Adieu Philippe.

Le Comité NPA du Tarn

En campagne

PALESTINE

La solidarité est notre arme !

Vendredi 20 février s'est tenue l'audience du procès en appel de notre camarade Alain Pojolat pour avoir prétendument appelé aux deux manifestations interdites en soutien au peuple de Gaza l'été dernier. (voir L'Anticapitaliste n°277).

Contrairement à l'audience de première instance, les juges et la représentante du parquet, visiblement mal à l'aise, ont tenu à écarter tout débat sur la légitimité des manifestations, s'en tenant strictement à tenter d'établir la responsabilité d'Alain. Une tâche difficile dans la mesure où les attendus de la relaxe déjà prononcée écartaient toute participation directe dans l'appel à manifester.



Malgré la pluie, une soixantaine de personnes pour soutenir Alain. JEAN-CLAUDE SAGET

Le ministère public a une nouvelle fois argumenté sur des propos tenus à la presse, notamment à *Libération*, dans lequel notre camarade estimait que des milliers de personnes indignées par l'ampleur des massacres à Gaza allaient se rendre à Barbès, que la

manifestation soit interdite ou non. Une telle déclaration relevant plus d'une simple constatation que d'un appel à manifester, la représentante du parquet a exprimé son regret que l'ensemble des organisations qui avaient bravé l'interdiction n'aient pas fait l'objet de poursuites...

Vers une nouvelle relaxe ?

Démontant juridiquement l'ensemble de l'accusation, Jean-Louis Chalancet, l'avocat d'Alain, demandait la confirmation de la relaxe, alors que la procureure s'en « remettait à la sagesse du tribunal »... ne requérant aucune peine !

Au même moment, se tenait un nouveau rassemblement de soutien place de la Fontaine Saint-Michel, regroupant les organisations qui s'étaient déjà mobilisées le 22 octobre dernier. Des prises de parole, notamment de l'UD 75 de la CGT, de Solidaires, de l'UJFP et du NPA, réaffirmaient leur totale solidarité.

L'affaire à été mise en délibéré et le verdict sera rendu le 10 avril. Si l'on peut se féliciter du déroulement des débats et entrevoir logiquement une nouvelle relaxe, il convient tout de même de rester vigilants car rien n'est jamais sûr en matière de justice !

Alfred Ségalo

**Les comités en action !**

Strasbourg (67) Le FN ni ici ni ailleurs ! L'université de Strasbourg a pris la responsabilité d'inviter Bruno Gollnisch à une conférence mercredi 11 février au Palais universitaire. Rappelons que Gollnisch a été exclu durant 5 ans de l'université Lyon III pour avoir tenu des propos négationnistes concernant les chambres à gaz... La volonté du député européen fasciste était donc de dégueuler sa soupe au goût de haine raciste, homophobe, islamophobe et antisémite. À l'appel de la FSU, des militantEs du NPA, JC, AL, Attac, étaient bien décidés à dénoncer le FN et sa haine. Une dizaine ont réussi à se rendre dans la salle de conférence et environ soixante-dix sont restés bloqués à l'entrée de la salle par les vigiles de la fac. À l'extérieur et à l'intérieur, des slogans anti-FN ont perturbé ce simulacre de débat, et finalement, les organisateurs ont décidé d'annuler. À la sortie de la salle, quelques nazillons du FN ont créé une bousculade, mais très vite les antifascistes les ont mis hors de la fac.

Combattons l'extrême droite et le fascisme dans l'unité !

Elbeuf (76) Réunion publique sur le Moyen-Orient. Samedi 14 février, les deux comités NPA de l'agglomération organisaient une réunion sur la situation du Moyen-Orient. Plus de 50 personnes ont répondu à l'appel. Une assemblée mêlant des militantEs politiques et d'associations, ainsi que des jeunes et des habitantEs ignorant jusque-là l'existence du NPA.

Notre camarade Franck Prouhet, élu municipal à Canteleu, a vivement intéressé l'auditoire, son exposé passant de l'histoire de la région au présent des printemps arabes, de

l'Égypte à la Palestine et à la Syrie, des origines de Daesh aux jeux troubles des monarchies pétrolières et de la Turquie, jusqu'à la résistance kurde à Kobané... Un exposé suivi d'un débat, puis d'un pot qui a permis de prolonger les échanges et de nouer de nouveaux contacts.

Paris 10^e Combattre la loi Macron. Le lundi 16 février s'est tenue une réunion publique unitaire contre la loi Macron, à l'appel d'un collectif NPA/PG/PCF/PCOF/ÉELV/Ensemble réclamant son retrait. Elle a rassemblé 80 personnes : un vrai succès. La réunion a répondu au besoin des équipes militantes locales de décortiquer cette funeste loi fourre-tout et de discuter des meilleures façons d'agir ensemble pour poursuivre le travail d'explication et la mettre en échec. Le parti pris a été de donner la parole à des militants concernés par la loi : un salarié du commerce, une inspectrice du travail, un cheminot, un militant pour le droit au logement. Les discussions ont permis de préciser certains aspects de la loi (ainsi que les prochaines attaques que prépare le gouvernement contre le code du travail), mais aussi de vérifier que personne n'entendait en rester là, malgré l'absence de grosse mobilisation et certaines différences d'approches dans la façon de s'y opposer. Une prochaine réunion unitaire est prévue à la fin du mois. Le NPA, qui se reconstruit dans le 10^e arrondissement, a pris une part active dans la préparation de cette réunion.

Dijon (21) Solidarité avec le peuple grec. Mardi 17 février, nous étions 25 lors de la réunion publique avec Alain Krivine : des jeunes, des camarades du Doubs et

de Saône-et-Loire, des membres du PCF, de LO et d'Attac. Le quotidien local, *le Bien public*, ainsi que *France-bleu* ont interviewé notre camarade.

Trois questions ont dominé : les obstacles prévisibles après la victoire électorale de Syriza, Podemos, et la France. En Europe, les situations sont différentes : avec la crise du capitalisme, les populismes se renforcent alors que la Grèce et l'Espagne font figure d'exception. Les politiques d'austérité sauvage y ont entraîné des mouvements de masse d'ampleur et une gauche radicale émerge.

Alors que la Grèce est confrontée à une véritable épreuve de force avec l'Union européenne, la suite du débat a porté sur les moyens d'une solidarité plus large que les manifestations du 15 février. Il y a l'espoir que le peuple grec réussisse des premières mobilisations victorieuses et donne l'exemple, mais aussi la crainte d'Aube dorée en cas de reflux... L'idée d'un collectif local de soutien au peuple grec, ainsi que l'échéance de la manifestation du 18 mars à Francfort devant la Banque centrale européenne ont été abordées. Les présentEs sont repartis motivés.

Saint-Malo (35) Pas de facho !

Bravant le froid et la grêle, plus de 200 personnes se sont rassemblées le samedi 21 février face au palais du Grand-Logis où se tenait le « buffet-patriotique » régional du F-Haine en présence de la députée Marion Maréchal-Le Pen. À l'initiative du comité NPA du pays malouin, rejoint par les

sections locales de la Ligue des droits de l'homme, du PS, de l'UDB, d'Ensemble et d'ÉELV, ce rassemblement unitaire avait pour objectifs de contrer la banalisation des idées racistes et xénophobes et de permettre l'expression la plus large de toutes celles et ceux qui refusent le discours du FN, une façade derrière laquelle se cachent les thématiques les plus réactionnaires et les plus dangereuses pour les libertés démocratiques et le monde du travail.

Objectifs atteints : le rassemblement contre les dîneurs fachos (pas franchement issus des milieux populaires et venus de tout l'Ouest) a eu lieu sans incidents.

Toulouse (31) Vers une union antiraciste et populaire !

Dans ce climat d'unité nationale, les musulmans font office d'ennemi intérieur suspectés d'être « djihadistes », « islamofascistes » (!), avec une banalisation du passage à l'acte (en l'espace d'un mois, plus de 150 agressions à caractère islamophobe recensées). Lors de son dernier congrès, le NPA a décidé qu'une riposte était nécessaire. À Toulouse, le NPA Jeunes a impulsé l'organisation d'un meeting « contre l'union sacrée, pour une union antiraciste et populaire », dans un cadre unitaire mis en place à l'université du Mirail, regroupant plusieurs organisations dont certaines issues des quartiers. Malgré le climat de censure politique mis en place sur la fac dans le cadre du plan vigipirate (AG féministe et conseil fédéral de Solidaires EtudiantEs interdits), nous avons maintenu notre initiative et avons regroupé près de 70 personnes, dont plusieurs s'investissent dans la constitution d'un collectif. Nous avons lancé une invitation à organiser dans l'unité une manifestation le samedi 21 mars à l'occasion de la journée de mobilisation contre tous les racismes.

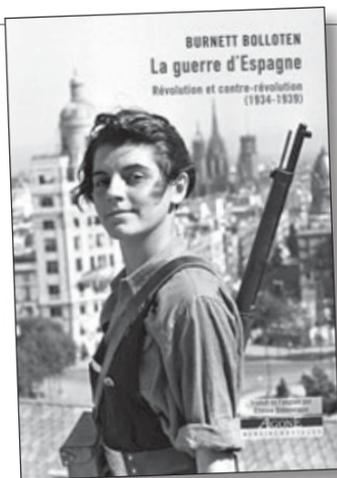
Essais

La guerre d'Espagne. Révolution et contre-révolution (1934-1939), Burnett Bolloten

Agone, 2014, 45 euros

Somme sur la révolution espagnole, l'ouvrage de Burnett Bolloten ne raconte pas à proprement parler ce que fut la guerre, mais ce que furent les enjeux de la révolution dans cette guerre.

Comme dans les coulisses des forces qui misaient sur une révolution sociale sans commune mesure, tant elle savait les fondements de la société bourgeoise, ce monument est fort bien organisé à partir de milliers de documents provenant de la presse. Son auteur oblige les documents, qui proviennent des multiples camps engagés, à parler : « deux cent titres différents » nous dit celui qui s'est trouvé plongé dans l'Espagne en guerre durant ses vacances de 1936... Ce qu'il soulève avec force preuves est cette formidable duplicité des forces communistes inféodées au Komintern. L'ouvrage y revient fréquemment, montrant les errements et le refus de prendre le pouvoir par une des forces les plus importantes du pays, les anarchistes. Le conflit ibérique fut la seule expérience



où pourtant l'on vit des ministres anarchistes à leur tour contestés par leur base. Le récit des événements de mai 1937 à Barcelone, qui précipitent le coup de main stalinien sur le conflit, comporte des passages savoureux... Les journaux rouges sont à la manœuvre pour débusquer les traîtres : « L'Humanité parle de "putsch hitlérien" et la Pravda toujours aussi éloignée de son propre nom présente le conflit "comme un putsch trotsko-fasciste". » Ailleurs on évoqua une révolution anarchiste authentique, et la presse nationaliste

décrit, elle, une révolte anarchiste contre le gouvernement...

Accumulation de preuves...

Ces journées racontées par Georges Orwell, qui fut alors compagnon du Pout (trotskiste), sont au centre de nombreuses interprétations. « La construction de ses barricades fut un spectacle étrange et admirable » écrit-il. Même chez les anarchistes, on ne se rend compte du complot qui se trame contre le Pout. D'après Trotski, c'est à ce moment-là que tout se joue en Espagne. D'après le stratège poursuivi par Staline, « si le prolétariat s'était emparé du pouvoir en mai 1937, il aurait trouvé un soutien dans l'Espagne entière. » Oui, mais voilà les anarchistes, millénaristes, n'ont jamais voulu prendre ce pouvoir qu'ils tenaient au bout de leur fusil... Sauf quand ils sont pris en otage dans le gouvernement de Largo Caballero et servent à la fuite du gouvernement de Madrid à Valence. D'après le leader de l'UGT, Largo Caballero, « le Lénine espagnol », les anarchistes espéraient qu'il devienne président d'un État anarcho-syndicaliste. Bolloten lui-même raconte comment il avait adopté dès le début le point de vue communiste, en tant que correspondant de l'agence United

Press. L'avantage qu'il prend contre ses détracteurs réside dans l'accumulation de preuves venues du camp communiste. Le temps a passé et les langues se sont déliées. Longtemps il fut difficile pour « les camarades communistes » de participer activement et sincèrement à la guerre d'Espagne, tout en étant le jouet d'une puissance qui ne voulait que leur perte, l'URSS. Détruire les fermes collectives et abattre des compagnons de la CNT comme de l'UGT, désignés comme traîtres par le NKVD, fut l'œuvre de militants communistes. Enrique Lister qui expliqua que « les anarchistes avaient institué une véritable dictature du prolétariat » fut l'un de ceux-là. Un comble pour un prosélyte du pouvoir stalinien. Ralph Bates pensait ingénument que la politique du PC était erronée. Un autre militant communiste avouait que dans la Province de Tolède, 83% des paysans avaient choisi de cultiver collectivement les terres. « La défaite n'est pas toujours un échec. L'avenir n'appartient pas toujours au vainqueur. Nous ne jouons jamais notre dernière carte », écrivait l'anarchiste Issac Puente.

Christophe Goby

1 - Hommage à la Catalogne, Georges Orwell, 10-18, 7,50 euros (réédition)

Cinéma



American sniper de Clint Eastwood

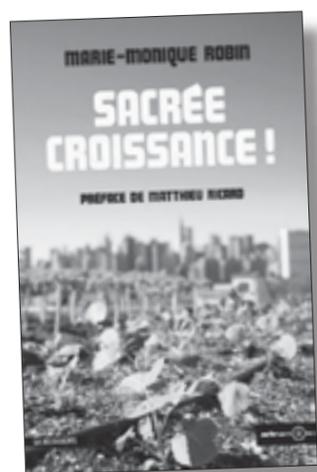
Avec Bradley Cooper et Sienna Miller
Sortie le mercredi 18 février

Au secours Dirty Harry revient ! En période de guerre, Hollywood aime les héros qui tuent beaucoup d'ennemis. Au hit parade venaient le Sergent York, qui tua 26 Allemands, et Audie Murphy, future star des films sur la guerre du Pacifique, dont le score n'est pas établi avec certitude, mais qui bloqua une compagnie à lui seul... Sans compter Davy Crockett, le fameux tueur d'ours, d'Indiens et de Mexicains, qui périt à Alamo. Mais Chris Kyle les laisse loin derrière lui. Celui-ci aurait éliminé 162 Irakiens, une performance homologuée par ses chefs des Navy Seal. La différence essentielle entre Kyle et ses prédécesseurs ne réside pourtant pas dans ce décompte macabre. Alors que Davy Crockett et Audie Murphy cassait du Peau rouge, du Chicano, du Boche ou du Jap sans le moindre état d'âme, Kyle se sent mal à l'aise quand des femmes et des enfants se présentent dans sa lunette de visée. Mais il appuie quand même sur la détente, car il sait qu'il est en Irak pour protéger ses camarades et son pays menacés par des barbares. Son père lui a en effet enseigné depuis sa plus tendre enfance, non seulement l'art du tir, mais une morale très simple : « Il y a les loups, les agneaux et les bergers. Tu seras berger, sinon tu cesseras d'être mon fils. » Kyle, devenu à son tour père de famille, transmettra ces rudes valeurs à son rejeton.

Niaiseries, clichés et propagande

On pourrait croire que Clint Eastwood pratique le second degré, mais il n'en est rien. Les Irakiens sont des brutes sanguinaires, des fourbes ou de vagues silhouettes. Seul le sniper syro-irakien bénéficie d'une discrète touche de sympathie. Après tout, c'est un passionné des armes à feu, comme Clint Eastwood lui-même. Entre fanas, on se comprend. Mais il ne faut rien exagérer : l'Américain atteint sa cible à 1500 mètres, alors que le rayon d'action de son rival ne dépasse pas 1000 mètres. L'Amérique gagne, comme toujours... Même en laissant de côté son caractère militaropatriotique caricatural, *American Sniper* ne nous épargne aucun cliché, de l'enterrement du héros avec honneurs militaires à des scènes familiales du niveau d'une sitcom. Quant aux séquences guerrières, malgré les moyens déployés, inutile d'avoir fait West Point pour comprendre qu'elles sont grotesques. Ces deux heures de projection suscitent un ennui aussi mortel que le TAC-338 de Kyle. Clint Eastwood ne nous avait certes pas livré que des chefs-d'œuvre, et ses positions réactionnaires sont connues. Mais cette fois il est tombé très, très bas. Pourtant, *American Sniper* est d'ores et déjà son plus grand succès. Les échecs sanglants de l'impérialisme américain au Vietnam, en Afghanistan et en Irak, ne semblent pas avoir suffi pour éliminer les fantasmes. Au moment où il va peut-être falloir vaincre des boys de partir pour le Moyen-Orient. Clint Eastwood endosse l'uniforme de sergent recruteur.

Gérard Delteil



Sacré croissance!, Marie-Monique Robin

Préface de Matthieu Ricard

Éditions La Découverte. 2014, 19,90 euros

La description de la situation – addiction au pétrole, extinction des espèces, entrée dans l'anthropocène, bouleversement climatique, etc. – n'est pas sans intérêt mais n'apporte rien de plus que les multiples auteurs cités par MMR. Dans un souci de positiver, l'auteur liste une série d'expériences qui permettraient de changer le monde, mais les limites en sont pourtant évidentes. Pour rendre les villes résilientes,

MMR met en avant l'agriculture urbaine, comme si les mégapoles du 21^e siècle pouvaient être comparées au Paris du 19^e. Loin de réduire les inégalités, les expériences pour changer de modèle énergétique ne font que les perpétuer : au Danemark, les méga-éoliennes ou la chaufferie gigantesque ; au Népal, le micro-méthaneur à manivelle. De plus, les monnaies locales permettraient

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★ la-breche.com
27 rue Taine 75012 Paris
contact@la-breche.com

de se défaire de la mainmise de la finance internationale, de la dette et des taux d'intérêt ! Imaginer que l'on pourrait changer le monde sans changer le rapport de forces et que les capitalistes renonceraient à leurs privilèges de leur bon vouloir, est non seulement naïf, mais dangereux, laissant croire que la lutte est inutile.
François Favre

Marie-Monique Robin (MMR) a choisi le style de la science-fiction en se plaçant en 2034, 20 ans après le début de la Grande transition. Pour une fois, le rapport du GIEC a été lu et entendu... Dans un grand sursaut mondial, tous les chefs d'État, les médias, les patrons, ont pris conscience de la catastrophe climatique en devenant et ont décidé de changer le cours des choses. Outre le fait que 2014 est passé sans qu'il n'y ait eu le moindre début de prise de conscience collective, croire que François Hollande renoncera à la croissance ou Xavier Beulin à l'agriculture productiviste rend le livre complètement irréaliste, énervant, voire comique... D'après MMR, si notre civilisation est arrivée au bord de l'effondrement, si nous avons atteint et dépassé les limites de la planète, c'est à cause de la recherche effrénée de la croissance. MMR nous gratifie d'un cours accéléré en économie dans lequel elle essaie de démontrer que le problème n'est pas le capitalisme, mais les dérives néoclassiques du capitalisme.

DVD

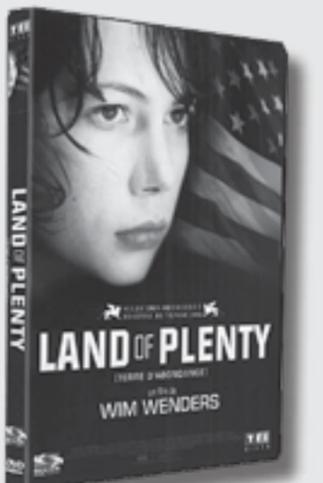
Land of plenty de Wim Wenders

Avec John Diehl et Michelle Williams

En ces temps troubles de fuite en avant sécuritaire, de rapels martiaux au drapeau, un petit film modeste du grand Wim Wenders refait surface dans notre mémoire. *Land of plenty*, film de 2004, passé à peu près inaperçu alors sur les écrans radar... De radars justement, caméras, dictaphone pour compte rendu de planques, le van de Paul en est rempli : c'est qu'il faut impérativement repérer les individus, les situations, les colis avant explosion... Dans la mégapole de Los Angeles, il faut

impérativement remplir une vie ravagée par une guerre terminée il y a trente ans. Lana, 20 ans, revient de Palestine. Elle est messagère : elle doit remettre une lettre de sa mère à son oncle Paul qu'elle ne connaît pas. Plein de douceur, de profond humanisme, d'humour aussi, le film raconte la rencontre de Paul et Lana, et raconte les États-Unis à leur 3^e année de Patriot Act. C'est une superbe chanson de Léonard Cohen qui donne son titre à ce film « modeste et génial » comme dirait l'autre...

Fernand Beckrich





L'Anticapitaliste | Libre expression

RUSSIE “ L’hystérie chauvine dirigée par en haut et soutenue par les médias s’avère être la principale ressource du pouvoir pour étouffer les sentiments protestataires ”

Entretien. Membre du Mouvement socialiste de Russie (RSD), **Ilya Boudraïtskis** revient ici sur la situation sociale du pays, la politique de Poutine en Ukraine et ses effets dans la société russe.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Nous assistons à une crise du modèle capitaliste post-soviétique dans son ensemble.

Quelle est la situation économique et sociale du pays ?

La Russie est en train de s'enfoncer dans une crise économique structurelle. Les causes en sont bien plus profondes que les sanctions occidentales à elles seules ou que la chute du prix du pétrole. Comme le reconnaissent les experts, y compris ceux du gouvernement, la part des sanctions ne représente qu'environ 20% des effets de la crise. Par ailleurs, on observe une chute de la production dès 2013, cela alors que le prix des hydrocarbures était encore exceptionnellement haut et bien avant l'ingérence en Ukraine.

Nous assistons à une crise du modèle capitaliste post-soviétique dans son ensemble. Celui-ci se base sur une appropriation par les grandes compagnies et la bureaucratie de la colossale rente pétrolière, qui, des années durant, a été détournée de l'économie réelle. Le surplus a cependant permis à l'élite au pouvoir de maintenir la paix sociale jusqu'à présent,

via l'augmentation constante des salaires dans le secteur public. Mais aujourd'hui, les premières victimes de l'effondrement économique sont les fonctionnaires de l'État, ainsi que les travailleurs des entreprises qui comptaient sur les commandes de l'État. Avec la diminution des revenus d'une grande partie de la population et la baisse du taux de change du rouble, c'est toute la sphère de la consommation qui est en crise. L'inflation est toujours galopante, même selon les estimations officielles « au rabais » : entre 12 et 15%. L'immense quantité de crédits à la consommation que beaucoup ne peuvent honorer constitue un autre problème. La réponse du gouvernement Medvedev est tout à fait incohérente : il mise essentiellement sur l'aide financière aux banques et aux grandes compagnies. Ainsi, l'aide de près de 2,5 milliards d'euros accordée à la compagnie d'État Rosneft, la plus grande du pays, a suscité un scandale.

Penses-tu que Poutine va répondre à cette situation en développant sa politique de « grande Russie » en Ukraine ?

Dans ce contexte, l'hystérie chauvine dirigée par en haut et soutenue par les médias s'avère être la principale ressource du pouvoir pour étouffer les sentiments

La majorité reste acritique face à la version des médias gouvernementaux selon laquelle des fascistes antirusse se sont emparés de Kiev et mènent une guerre contre nos « frères russes insurgés ».

protestataires. La télévision russe nous assène 24h/24 des citoyens désespérés au sujet de la menace occidentale, des fascistes ukrainiens et de la grandeur de la civilisation orthodoxe russe... L'accent est mis sur l'idée que toute protestation politique ou sociale, toute critique du pouvoir, est en fait un acte destiné à venir en aide consciemment aux perfides ennemis extérieurs, qui rêvent de saper l'unité nationale et de diviser le pays en plusieurs morceaux.

En presque un an, cette propagande agressive a produit des résultats concrets : l'activité politique au sein de la population est à un niveau des plus bas, l'opposition est largement marginalisée et les sondages sociologiques montrent que la popularité de Vladimir Poutine est stable et à son plus haut niveau.

Cependant, ces succès propagandistes peuvent se retourner contre le pouvoir qui, en lieu et place de la société telle qu'elle est, en perçoit une image déformée qu'il crée lui-même à travers ses propres médias. Le jour viendra où la désignation des manigances des ennemis extérieurs comme seule cause de la pauvreté et du chômage cessera de satisfaire la majorité.

Quelles sont les répercussions de la guerre en Ukraine sur la population russe ?

La majorité reste acritique face à la version des médias gouvernementaux selon laquelle des fascistes antirusse se sont emparés de Kiev et mènent une guerre contre nos « frères russes insurgés »... Cependant, de plus en plus de témoignages au sujet de la participation des troupes russes à la guerre dans l'Est de l'Ukraine sortent au grand jour, et il devient difficile de les cacher à la société. En ce moment, on peut dire qu'entre 10 et 20% de la population de Russie se trouve en désaccord

À Moscou, Saint-Petersbourg et dans d'autres grandes villes, des manifestations contre la violence du pouvoir, tant sur le plan intérieur que vis-à-vis de l'Ukraine, ont lieu régulièrement.

avec la position officielle, à différents degrés. Mais le nombre de mécontents va inéluctablement s'accroître.

Où en est-on de l'opposition politique au pouvoir et des manifestations de rue contre celui-ci ?

Les événements de l'année dernière ont permis aux autorités d'affaiblir considérablement l'opposition libérale, notamment par le biais de la répression et des arrestations. Cependant, à Moscou, Saint-Petersbourg et dans d'autres grandes villes, des manifestations contre la violence du pouvoir, tant sur le plan intérieur que vis-à-vis de l'Ukraine, ont lieu régulièrement. Ainsi, en décembre, plusieurs milliers de personnes ont exprimé leur désaccord avec l'arrestation du leader de l'opposition libérale Alexeï Navalnyi. En novembre, à Moscou, un rassemblement massif avait eu lieu contre le plan de la municipalité prévoyant la suppression de 8 500 postes de médecins. Le mécontentement grandit chez celles et ceux qui ne peuvent plus payer les intérêts de leurs crédits à cause de l'effondrement du rouble. Et ce 1^{er} mars, une grande action contre le plan « anticrise » du gouvernement est également prévue à Moscou.

Propos recueillis par Alain Krivine (traduit du russe par Matilde Dugaucquier)

Vu ailleurs



TEFAL. En Haute-Savoie, la hiérarchie de l'administration du travail vient d'accorder un an

à l'entreprise pour protéger ses salariés des produits nocifs, désavouant son inspectrice du travail qui lui donnait, elle, un délai d'un mois. Il y a un an, alors que la réforme tant décriée de l'inspection du travail n'était encore qu'un projet du gouvernement, Mediapart relatait une histoire d'intimidation patronale exercée sur une inspectrice du travail par l'intermédiaire de sa hiérarchie locale et régionale. [...] Elle continue sous une autre forme.

Selon les documents consultés par Mediapart, le « pôle politique de travail » de la Direccte Rhône-Alpes, la direction régionale, a rendu le 19 janvier une décision étonnamment laxiste à l'encontre de la société d'électroménager qui avait formé un recours hiérarchique contre une mise en demeure de l'inspectrice du travail. [...] L'administration du travail rhônalpine donne à Tefal un an pour mettre en place un système de captage des polluants dans un atelier de décapage où les salariés sont exposés à l'Aluclean 250, un produit chimique de nettoyage dont les effets nocifs sur la santé sont largement connus et dénoncés par les élus du CHSCT depuis juillet 2013. Un an pour réaliser des travaux que Tefal et sa maison-mère Seb peuvent largement payer, ce groupe, rentable, ayant en outre bénéficié de 4,9 millions d'euros au titre du crédit-impôt-compétitivité en 2014, pour ne citer qu'une aide publique.

À l'usine Tefal de Rumilly, où l'on fabrique appareils ménagers et gamelles (casseroles, poêles...), ce cadeau fiscal accordé aux entreprises sans aucune contrepartie ne débouche pas sur des créations d'emplois. Les effectifs fondent année après année sans plan social et les conditions de travail se dégradent au point qu'à l'automne dernier, une procédure d'alerte a été lancée par le médecin du travail sur les risques psychosociaux.

En décidant d'accorder un délai d'un an à Tefal, une décision très rare, la Direccte Rhône-Alpes, qui n'a pas retourné nos appels, désavoue ainsi son inspectrice du travail. [...] Marie-Pierre Maupoint, déléguée Sud Travail... voit dans cette affaire une nouvelle démonstration « des relations obscures que les Direccte peuvent entretenir avec les entreprises ».

« Les faveurs de l'administration du travail à l'usine Tefal », Mediapart, Rachida El Azzouzi, 18 février 2015.

S'abonner à l'Anticapitaliste
l'hebdomadaire du NPA - www.NPA2009.org

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 28 € <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 22 € <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org